

# tribune

## socialiste



Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié • N° 533 • mercredi 19 avril 1972 • 2 F



ni oui,  
ni non,

# boycott

## UN NOUVEAU DEPART

Voici donc le premier numéro de la nouvelle formule de « TS ».

Compte tenu de la période où il paraît, il ne fait que préfigurer ce que sera cette formule. La campagne pour l'Europe des travailleurs et contre le référendum piège de Pompidou étant au centre de notre activité, il était évident qu'il fallait se servir du journal, comme un outil pour les derniers jours de la campagne.

Mais c'est précisément le premier rôle que « Tribune Socialiste » entend se donner désormais. Il s'agit en effet de faire du journal un agent actif dans les combats que le parti engage à tous les niveaux.

Certes les défauts et les manques que nous connaissons depuis longtemps ne disparaîtront pas du jour au lendemain. Mais la volonté de transformation qui nous anime, le souci de gagner de nouveaux lecteurs et d'acquiescer durablement leur confiance, doivent nous permettre de vaincre nos propres routines et de pallier aux insuffisances criantes de « TS ».

C'est numéro après numéro que ces améliorations apparaîtront. Nous espérons qu'elles seront suffisamment sensibles et visibles, pour que militants et lecteurs puissent nous faire part rapidement de leurs réactions.

Le courrier des lecteurs doit devenir le moyen d'engager une discussion sur tous les aspects de notre politique et de notre action, et donc comporter les jugements que vous porterez sur la nouvelle formule du journal.

Mais en tout état de cause, et quelle que soit la volonté des rédacteurs, l'existence du journal et les transformations tant souhaitées, que nous ne faisons que commencer, ne seront possibles que si tout le parti, et si tous ses lecteurs, prennent à bras le corps les

problèmes qui se posent à « TS », et décident en commun de les résoudre.

Tous nos lecteurs connaissent aujourd'hui les difficultés dans lesquelles nous nous débattons, et en premier lieu les problèmes financiers.

Une souscription a été lancée. Il est indispensable que tous les militants répondent dès aujourd'hui à notre appel, en envoyant directement leur contribution à « Tribune Socialiste » au CCP 5826-65, 9, rue Borromée. Que l'on ne s'y trompe pas. Si nous ne disposons pas dans le mois qui vient d'une dizaine de millions d'anciens francs, « Tribune Socialiste », interrompra définitivement sa parution.

Souscrire devient donc un impératif pour tous les militants du PSU. Quant aux lecteurs qui ne sont pas membres du Parti, mais qui nous ont souvent manifesté leur attachement, nous leur demandons de participer à cet effort.

Dans le même esprit, nous demandons à tous de lancer une très vaste campagne d'abonnements. Le mot d'ordre à chacun son abonné doit être mis en application. Il appartient aux sections et fédérations d'animer ce mouvement.

Enfin, la vente militante doit être considérablement amplifiée. Chaque section doit organiser au moins un point de vente et le tenir régulièrement.

Si comme nous l'espérons, notre appel sur ces trois points est entendu, il deviendra possible de gagner un pari qui tient de la gageure.

Pour notre part nous ferons l'impossible pour que « TS » réponde mieux, beaucoup mieux, à vos besoins et à vos désirs. Mais nous ne pourrons rien si « TS » ne devient pas l'affaire de tout le parti.

Christian Guerche.

## sommaire

3. L'Europe et nous.
4. Quelle unité ?
6. Au Joint français.
7. Echec à Zig-Zag.
8. 150 F pour tous à Peugeot.
9. Victoire des immigrés à Oisème.
10. Bruxelles : Pour l'Europe des travailleurs.
13. Le tonnerre de Brest s'est réveillé.
14. Théâtre à l'usine ou dans le quartier.
16. L'enjeu au Vietnam.
17. Argentine : Le péronisme et ses gauchistes.
18. Crise en Allemagne fédérale.
19. De nouvelles données en Irlande.
20. Edito : Organiser les luttes à l'échelle européenne.

## ABONNEZ-VOUS

L'augmentation du prix de « Tribune Socialiste » nous est imposée par les charges croissantes du journal (imprimerie, papier, etc.). Mais dans le souci de faciliter la campagne d'abonnement, nous maintenons les tarifs anciens jusqu'au 31 mai 1972.

Abonnement à servir à  
M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 50 F  6 mois (26 numéros) 26 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F  6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C. S. » 52 numéros « T. S. » 74 F

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN vous recevrez le livre « Des militants du P.S.U. » présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

**tribune**  
PSU socialiste

Directeur politique :

Christian Guerche

Directeur adjoint :

Gérard Féran

Secrétaire de la rédaction :

Philippe Guyot

Comité politique :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vaillant.

Comité de rédaction :

Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Directeur  
de la Publication  
Guy Degorce

Rédaction  
Administration :  
9, rue Borromée  
PARIS (15<sup>e</sup>)  
566-45-37

Publicité : Information 2000  
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S.A. Imprimerie Editions Morlamé,  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

Le présent numéro est tiré  
à 35.000 exemplaires

# L'EUROPE ET NOUS

Malgré la crise monétaire internationale et les difficultés du dollar, le capital n'a jamais autant circulé pour rechercher les meilleurs taux de profit. Les affaires qu'on traite en Euro-dollars sur les grands marchés européens sont toujours florissantes, même si tout cela a une bonne odeur de spéculation. Les capitalistes eux circulent beaucoup aussi. Les fondés de pouvoir des firmes multinationales font le tour de la terre en l'espace de quelques mois. MM. Nixon et Pompidou n'ont jamais tant voyagé sans compter les déplacements de leurs sous-ordres, les Kissinger ou les Chaban-Delmas. A Paris nous aurons bientôt la satisfaction de recevoir la reine d'Angleterre. N'est-ce pas que la planète est devenue petite ?

## Le capital court

Serait-ce la venue de l'âge d'or, la suppression des frontières ? Il faudrait être bien naïf pour le croire. La libre circulation du capital et de ses agents n'est pas la libre circulation des hommes, elle en est même tout le contraire. Il suffit pour s'en convaincre de voir le sort qui est réservé aux travailleurs immigrés dans les pays d'Europe occidentale. Leur circulation est une circulation faite pour le capital et par le capital, donc dans les pires conditions pour les intéressés.

Mais ce n'est pas le seul aspect qu'il faut souligner. N'oublions pas la coalition des ministres de l'Intérieur contre les révolutionnaires. Un événement récent est là pour nous le rappeler. Ernest Mandel vient d'être interdit de séjour en Allemagne occidentale par un arrêté du ministre fédéral de l'Intérieur Genscher datant du mois de mars. La genèse de l'affaire est la suivante : nommé professeur de théorie économique par les dirigeants de l'université de Berlin-Ouest, Ernest Mandel est recusé par le gouvernement social-démocrate de la ville qui reconnaît sa compétence, mais le dénonce comme un élément hostile à la constitution. Bien entendu, commença aussitôt une polémique dans la

presse. Pour couper court à ce bruit gênant le ministre de l'Intérieur prend un arrêté de refoulement en invoquant, il fallait s'y attendre, les mesures similaires prises en France par Marcellin, en Suisse et aux États-Unis par les autorités fédérales. Si l'on n'y prend garde, les révolutionnaires

vont devenir peu à peu des interdits de séjour sur la planète tout entière. L'internationale du capital, c'est l'internationale du carcan. On a beaucoup parlé des « fumisteries » et des « trucages » de Georges Pompidou ces derniers temps. Il est vrai que le président de la République s'est fabriqué un

référendum sur mesure. Il pose une question qui ne risque pas d'entraîner une défaite et il bénéficie de tous les moyens de propagande de l'Etat.

## Déchirer l'image...

Mais tout cela est-il si nouveau ? La politique bourgeoise n'a-t-elle pas pour essence de jouer sur des questions dont la réponse est connue d'avance ? En d'autres termes ne constitue-t-elle pas un jeu destiné à aveugler la grande masse des travailleurs, un jeu dont la règle est d'éviter les enjeux réels pour les remplacer par d'autres qui apparaissent du domaine de l'évidence. Les masses doivent être fascinées par des joutes dont elles ne saisissent pas bien les ressorts, afin qu'elles ne s'expriment pas ou mieux qu'elles n'arrivent même pas à formuler les véritables questions. Face aux questions du pouvoir, l'essentiel est que les exploités et les opprimés n'aient que des réactions.

## ... de Pompidou

C'est pourquoi au cours de cette période référendaire, avec tous ses battements de tambour, il importe au plus haut point que soient sans cesse ramenés sur le tapis les véritables problèmes : ceux de la lutte de classes. En Lorraine, M. Pompidou va être confronté à un mécontentement réel et profond. Mais toute la question est de savoir si face au président de la République se manifesterait un véritable esprit de mise en question ou une mentalité d'assistés du genre « Pompidou, des sous ». Plus généralement, il faut déchirer l'image satisfaite de la France prospère pour faire apparaître la France de l'exploitation, non pas en sortant un loup-garou de bonne compagnie : M. Mansholt. En effet, dénoncer Mansholt à partir d'un texte que les travailleurs ne peuvent facilement comprendre, c'est encore une façon de les empêcher de se déterminer eux-mêmes.

Jean-Marie Vincent.



AGIP

# QUELLE UNITE?

Le référendum sur l'Europe a donc brisé, pour l'heure en tout cas, l'alliance que le Parti Socialiste et le Parti Communiste tentaient difficilement de réaliser. Certes l'attaque de Pompidou visait précisément un point de désaccord important entre les deux partis, et leur union n'était encore qu'à ses débuts. Le fait n'en est pas moins lourd de signification.

Le plus grave pourtant, ce sur quoi les travailleurs de ce pays doivent réfléchir en priorité, ce n'est pas la cassure intervenue entre les deux forces, mais ce qu'elle révèle à plus long terme. Selon toute vraisemblance en effet le désaccord du P.C. et du P.S. sur la consigne de vote au référendum ne remettra pas en cause la recherche d'un accord électoral entre les deux formations. La discussion sur un programme commun de gouvernement reprendra sitôt terminée la campagne référendaire. Les états-majors socialistes et communistes s'emploieront à faire oublier ce mauvais souvenir et la Presse pourra de nouveau consacrer ses colonnes aux discours tantôt polémiques, tantôt unitaires de Georges Marchais et de François Mitterand.

## Une campagne defensive

Mais le véritable échec du Parti Communiste et du Parti Socialiste à cette occasion, il est ailleurs. Car ce que vient de prouver le référendum c'est la distance énorme qui sépare la conception qu'ont ces deux partis de l'unité, de celle qui est nécessaire aux travailleurs dans leur combat quotidien contre le capitalisme. L'exemple de l'Europe est à cet égard éclairant. La question européenne en effet, est une vraie question pour les paysans, les ouvriers, les techniciens de chaque pays de la Communauté Européenne. Les premiers subissent de plus en plus durement les conséquences des plans de rentabilisation capitaliste de l'agriculture mis en place par le Marché Commun. Les seconds découvrent chaque jour le retard et l'inadaptation des formes du combat ouvrier, en particulier celles du mouvement syndical dans les luttes au sein des firmes multinationales. Quant aux techniciens et aux cadres, y compris dans toute la fraction de ces couches qui pourrait être gagnée au combat socialiste, ils sont de plus en plus conduits à être les agents directs de l'intégration capitaliste, sans qu'ils aient à leurs dispositions des moyens de lutte, des perspectives politiques qui leur permettent de dépasser la seule protestation morale et individuelle que provoque chez nombre d'entre eux l'absence de tout contrôle sur la finalité sociale de leur travail.

Vraie question donc que celle de l'Europe pour le mouvement ouvrier. Et problème capital que celui de la double unité qu'il faut savoir construire : celle des travailleurs à l'échelle internationale et celle, destinée à constituer un prolétariat offensif, par l'alliance des ouvriers, des paysans et d'une partie importante des intellectuels et des techniciens. Or socialistes et communistes n'ont pas posé ce problème. Le Parti Socialiste a prôné l'abstention, non parce qu'il entendait engager la bataille européenne sur un autre terrain, mais pour affirmer que son oui à l'Europe (mais à quelle Eu-

rope ?) ne peut se séparer de son non à Pompidou (mais quel type de non ?). Le Parti Communiste lui, a décidé de mener une campagne patriotique sur « les abandons de la souveraineté nationale » qui a de quoi faire rêver le vieux quarteron gaulliste demeuré hostile à Pompidou. Mais à aucun moment il n'a cherché à proposer les moyens d'une riposte ouvrière à la construction de l'Europe du capital. Dans son désir de faire la preuve de son ordre, de son patriotisme et de sa capacité de gestion il a utilisé le document Mansholt pour une campa-

gne défensive sans voir qu'il y avait là un instrument de choix pour une explication politique. De l'aveu même d'un des technocrates les mieux informés du développement capitaliste européen la logique du développement capitaliste se trouve condamnée parce qu'elle s'avère incapable de satisfaire les besoins sociaux plus encore que par l'anarchie de son mode de production. Il y avait là matière à une explication politique infiniment plus féconde que la bataille lancée par le P.C. sur le seul thème de la consommation.

L'ensemble de ces faits confirment l'analyse proposée par le rapport stratégique du P.S.U. en janvier dernier : le P.S. et le P.C. français s'avèrent incapables de développer une dynamique que l'Unité Populaire Chilienne malgré toutes ses contradictions avait su en partie réaliser. Le thème de l'unité ne conserve pour eux de vocation qu'électorale et le débat sur le programme se réduit à la seule discussion d'états-majors qui se refusent à mobiliser le pays pour débattre des conditions de la transition au socialisme.

## Unité populaire...

Mais cette confirmation de la faiblesse d'une union de la gauche nous conduit aussi à penser que c'est aux révolutionnaires que revient plus que jamais la responsabilité de poser les conditions d'une véritable unité populaire. Unité populaire, c'est-à-dire alliance à construire des paysans, des ouvriers, des intellectuels et des techniciens de ce pays. Mais unité qui ne peut se réduire à la conjoncture de leurs luttes ou de leurs révoltes. Unité donc qui ne se réalise pas en masquant des contradictions réelles qui existent au sein de ces différentes composantes du prolétariat mais par leur dépassement. Unité enfin, qui n'a de force que si elle pose dans son actualité et sa difficulté les problèmes de la transition au socialisme dans un pays capitaliste développé et donc du programme qui l'exprime.

## ... pour aujourd'hui

C'est ce débat, centré autour de deux questions : « Quelle unité ? », « Pour quel socialisme ? », que le P.S.U., les centres d'initiative communiste et objectif socialiste ont entamé vendredi dernier à Metz. Au moment du voyage de Pompidou en Lorraine, ce meeting où ont pris la parole André Jean-son, Victor Leduc et Michel Rocard, a indiqué ainsi la voie d'une véritable riposte au régime.

Les militants révolutionnaires ne peuvent se contenter en effet de se réfugier dans l'attentisme en abandonnant au P.C. et au P.S. les thèmes de l'unité et du débat sur le programme. Proposer une autre perspective qui relie la lutte quotidienne des travailleurs aux moyens de parvenir au socialisme et à l'élaboration de son contenu est aujourd'hui nécessaire. Et pour le faire l'extrême-gauche ne peut se contenter de proposer comme seuls objectifs « la montée des luttes » ou « la construction du parti révolutionnaire ». Car s'il est vrai qu'il n'y a pas de renversement possible de la bourgeoisie, sans une accélération de la lutte des classes et sans une expression politique organisée, il faut savoir aussi comment on répond **pour aujourd'hui** et non uniquement pour demain aux questions que se posent tous ceux qui luttent contre l'exploitation capitaliste. Le référendum a suffi pour qu'apparaisse dans toute sa faiblesse la conception de l'unité qui est celle du Parti Communiste et du Parti Socialiste.

C'est aujourd'hui qu'il nous faut nous construire un autre type d'unité, proposer d'autres méthodes, et pas seulement d'autres contenus que ceux des programmes réformistes pour définir les objectifs d'une transition au socialisme.

### « P.S.U. DOCUMENTATION »

#### Vient de paraître :

N° 34-35 - Eléments d'analyse des classes sociales ..... 2 F  
N° 31-32-33 - Les problèmes de l'emploi ..... 3 F

#### Numéros disponibles :

N° 16 - Les travailleurs immigrés.  
N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.  
N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.  
N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.  
N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.  
N° 24-25 - La police dans la lutte de classes  
N° 26 - Rosa Luxemburg, « Grève de masse, partis et syndicats »  
N° 27-28 - La crise du système monétaire capitaliste.  
Le numéro simple ..... 1 F  
Le numéro double ..... 2 F

**Abonnement :** les 20 numéros 15 F  
à « TRIBUNE SOCIALISTE »  
9, rue Borromée - PARIS XV<sup>e</sup>

#### Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

## ARVEL

- Une association au service des familles et des jeunes.
- Une association qui propose à ses adhérents des vacances de qualité à des prix étonnants.

#### — ADRIATIQUE YOUGOSLAVE

- Ile de CRES - Des vacances hors série dans 3 beaux villages. On loge chez l'habitant, on mange au restaurant, on découvre en barque d'autres plages, des îles désertes, des grottes. Pour ceux qui aiment la nature, le calme, la simplicité.  
**2 semaines : de 360 F à 425 F en pension complète.**

#### ● Littoral

**2 semaines en hôtel depuis 390 F.**

#### — ADRIATIQUE ITALIENNE

- A Pescara, ARVEL a conclu un accord avec ENAL, la grande association de loisirs des travailleurs italiens.  
**2 semaines : 360 F, pension complète, logement dans des bungalows sous les pins, à 200 mètres de la plage. Repas au restaurant du village de vacances.**

#### — AUTRICHE

- De bonnes auberges villageoises dans le pittoresque et accueillant TYROL.  
**2 semaines : de 420 F à 520 F, pension complète, selon dates et localité.**

Et puis, la Bulgarie, la Tunisie, l'Egypte...

Demandez le catalogue.

**ARVEL :** délégué général : André Barthélémy, 78 bis, rue du 8-Mai, 69-Villeurbanne. Tél. : (78) 84-81-24.

ou à PARIS : 94, rue Notre-Dame des Champs, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 325-00-14 de 15 h à 18 h.

Réception : mardi et vendredi de 17 à 19 h.

## Le P.C.F. et les sondages

Il y a quelques années le PCF s'adressait à l'IFOP pour que cet organisme fasse un sondage sur « l'image de marque » du Parti. Les résultats estimés favorables, furent commentés à grand bruit.

Plus récemment, avant de changer la formule de l'« Humanité-Dimanche », le PCF eut recours au même organisme. C'est sur la base des résultats de ce sondage (qui ne furent pas, eux, rendus publics) que le journal fut transformé. Cela permit pendant un temps, et après une campagne intensive, qui n'avait rien à envier à celles que mène « France-Soir », de gagner un nombre non négligeable de lecteurs.

Le PCF ne semble donc pas dédaigner les organismes de sondage. Il ne les met en cause que quand l'emploi des mêmes techniques dégage des résultats qui lui sont défavorables.

Il y a quelques semaines, il engageait campagne contre eux, parce que 13 %

seulement des personnes interrogées par la SOFRES, accordaient quelque avenir à Georges Marchais. Il s'agit bien de Georges Marchais, et non du Parti communiste. Que le secrétaire général adjoint du PCF, n'attire pas plus de sympathies, voilà qui était intolérable, et toute la presse communiste de rugir. Ces jours-ci, les mêmes organismes procèdent à des sondages sur les intentions de vote ou d'abstention des électeurs pour le référendum.

Deux sondages rendus publics, prouvent que le taux d'abstention et des votes nuls reste très fort. 39 % pour l'IFOP, 29 % pour la SOFRES. Le non n'est lui qu'à 14 % des électeurs ayant l'intention de voter. Soit si l'on prend les indications de l'IFOP à la lettre 8,4 % des électeurs inscrits. Il est vrai que la proportion des non augmente. Alors l'« Humanité » souligne ce progrès, et de glaner en trichant sur les commentaires, sur le recul de l'abstention.

Nous n'ignorons pas ce que les sondages ont d'aléatoire, et notamment qu'ils peuvent infléchir les résultats, en fonction de la question posée.

Mais l'acharnement du PC, à ignorer ces résultats dès qu'ils ne répondent pas à son attente, est amusant. Car après tout dans le cadre de ce référendum, si ce n'était pas seulement Georges Marchais, mais le PCF tout entier qui ne passait pas la rampe ?

## L'armée protégée par les C. R. S.

Il est peu banal de constater que maintenant, lorsque l'armée française organise une prise d'armes, elle croit devoir se faire protéger par les C.R.S.

C'est pourtant ce qui s'est produit récemment à Caen.

La population de cette ville est en effet indignée de la répression qui s'abat sur l'un des siens, Jacques Pavy, pour cause d'insoumission politique.

Cela démontre que la campagne entreprise ces derniers mois sur les problèmes militaires porte ses fruits et reflète la crise profonde que l'armée traverse à l'heure actuelle.

De plus en plus les appelés refusent le système d'un service militaire qui a pour but d'embrigader et d'endoctriner la jeunesse, qui tente d'inoculer des idées d'obéis-

sance aveugle et de soumission à la hiérarchie qui serviront plus tard à la bourgeoisie pour maintenir son ordre.

C'est ainsi que s'exerce une répression non seulement sur les militants politiques mais sur tout soldat qui s'exprime, qui refuse l'arbitraire des corvées et des brimades, qui n'a pas encore compris que les libertés démocratiques chères à nos gouvernants s'arrêtent à la porte des casernes.

Face à cette situation, l'armée se renforce dans son isolement, faisant tout pour que cette crise ne soit pas connue de la population, brisant toute jonction qui pourrait s'établir entre les soldats, les travailleurs et les étudiants : elle fait interdire la manifestation sur l'objection de conscience, elle dépose plainte contre les personnes qui ont divulgué les conditions dans lesquelles elle s'apprête à envoyer Jacques Pavy à la caserne disciplinaire de Fort Aiton.

Fédé P.S.U. du Calvados.

## Une publicité qui n'était clandestine que pour les auditeurs

Le rapport de la mission sénatoriale chargée d'enquêter sur la publicité clandestine à la télévision, promet d'être explosif.

Si explosif qu'après négociations et interventions du côté de Matignon, comme du côté de l'Elysée, il ne sera rendu public qu'après le référendum. Le 27 avril très exactement.

La direction de l'O.R.T.F. avait dû prendre les devants en décidant quelques sanctions dirigées non seulement contre des lampistes, mais aussi contre des producteurs qui tels José Artur, n'étaient pas justiciables sur le plan de cette enquête, mais faisaient preuve de-

puis trop longtemps d'une indépendance à tous égards indésirable aux yeux de M. de Bresson.

Havas-Conseil se sépare à son tour de sa filiale Havas Consul-Relations Publiques, après quelques entretiens que l'on dit orageux entre les très gaullistes Chavanon et Pozzo di Borgo.

Car la vérité de cette affaire, c'est que la publicité clandestine ne l'était que pour les auditeurs. La direction de l'O.R.T.F. n'ignorait rien des pratiques en la matière, non seulement de Havas et de quelques producteurs, mais de l'ensemble des agences de publicité et de personnalités marquantes de l'Office à tous les niveaux.

Pour mieux dévier l'attention, on cherche actuellement à présenter les grévistes de l'O.R.T.F. comme des irresponsables qui mettent en danger le monopole de l'Office. Autrement dit, on prépare le chemin pour autoriser la création d'une chaîne privée.

Déjà on s'agit de côté de Prouvost, comme du côté de Floirat. Affaire à suivre. De près...

## Une action exemplaire contre la pollution

La lutte contre la pollution devient exemplaire en France depuis qu'il existe un ministre de l'Environnement : le citoyen Poujade. C'est du moins ce qu'il déclare.

Mais il ne se passe pas de semaine sans qu'un dirigeant du C.N.P.F. ne proclame le souci du patronat de s'associer à cette lutte. A croire que la pollution est un faux problème posé par les incurables gauchistes qui ne savent pas quoi chercher pour justifier leur action.

Une lettre dirigée aux services de l'usine de Serquigny, d'Aquitaine Total Organico, prouve qu'effectivement cette société a inscrit à son programme la lutte contre la pollution pendant 48 heures. Voici comment :

Serquigny le 22 février 1972

Note aux services

(suit l'énumération)

L'Agence Financière du bassin de Seine-Normandie, qui nous taxe sur le degré de pollution que nous rejetons dans le Risle, doit venir faire des prélèvements les 14 et 15 mars 1972.

S'il vous plaît, pouvez-vous faire attention pour ne pas renvoyer, ce jour-là et les jours précédents, d'effluents dangereux à la rivière (poudre, méthanol, diphényle...).

Il faut donc peut-être prévoir des nettoyages d'appareils 8 ou 15 jours auparavant de façon à être plus tranquilles.

La taxation peut aller fort loin et pénaliser l'usine d'environ 150.000 ou même 300.000 F par an.

R. Rouzic.

Remercions Aquitaine-Total-Organico de ce bel effort désintéressé pour combattre la pollution ; mieux, de chercher à éviter toute fatigue mentale aux experts de l'Agence du Bassin.

On est social ou on ne l'est pas.

## Le cercle de famille

L'ORTF refusait de remettre à Maurice Clavel des copies du film qui avait été réalisé pour l'émission à « Armes égales ».

Le film fut refait, et Maurice Clavel intenta dans le même temps un procès à l'ORTF. Le nouveau film fut programmé avec un film de Michel Polac dans une salle de cinéma parisienne. Le film de Polac ayant été produit par l'ORTF, celle-ci intervint et le film de Maurice Clavel fut interdit de salle.

Puis est venu le procès. Le tribunal a ordonné la remise d'une copie du film à Maurice Clavel contre 250 F. Mais ce film ne pourra être projeté que dans le cercle de famille, à l'exclusion de toute représentation publique.

On ne sait encore ce que signifie cercle de famille. Mais je sens qu'il va considérablement s'élargir à un nombre incalculable d'invités, qui ne manqueront pas de dire publiquement, que voilà un cercle de famille qu'il faut très largement fréquenter.

# LE CHILI

Découverte et Culture organise avec et pour ses adhérents un circuit au Chili avec des visites d'entreprises, de mines, de fundos occupés... des rencontres avec les organisations politiques, syndicales... Ce circuit a lieu au mois de juillet pendant trois semaines.

Vous pouvez partir également pendant trois semaines au mois d'août.

Venez préparer avec nous cette découverte du Chili de l'Unité populaire.

Des adhérents de Découverte et Culture se rendent également au Mexique, au Pérou, à Cuba.

Pour adhérer à notre association, pour obtenir notre brochure détaillée adressez-vous à :

## Découverte et Culture

94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris (6<sup>e</sup>)

Tél. : 325.00.09

Toulouse : 3, rue d'Aubuisson, Tél. : 62.72.13.

## Au Joint Français

La sixième semaine de grève au Joint Français aura commencé à l'heure où paraîtront ces lignes. Rien ne permet de penser qu'elle apportera une solution au conflit. D'un côté un patronat de combat devenu invisible et réfugié à Paris, de l'autre des travailleurs en lutte pour leur dignité, soutenus par la quasi-totalité de la population et, entre les deux, les Pouvoirs publics dont l'image la plus visible est celle des gardes mobiles casqués qui ont remplacé les ouvriers dans leur usine. Telle est la situation.

Le « Joint Français », filiale de la CGE a profité des facilités de la décentralisation à la mode gaulliste pour s'installer à Saint-Brieuc en 1961. Terrain gratuit (14 hectares à 1 centime le m<sup>2</sup>), primes d'embauche, travaux de viabilité : le Joint a coûté près de 300 millions à la ville de Saint-Brieuc. Le directeur, M. Fours, dit aujourd'hui : « Ne parlons pas du passé, c'est l'avenir qui nous préoccupe ». Or l'avenir, pour lui est sombre. Si les salariés du Joint ne sont pas « raisonnables », l'existence même de l'entreprise sera menacée.

C'est ainsi que mille ouvriers de Saint-Brieuc mettraient en péril la CGE dont les bénéficiaires ont progressé de 60% entre 1968 et 1970 ! Or peu avant le mouvement, l'usine a embauché cent ouvriers et le trust se permet aujourd'hui de perdre 18 millions d'AF par jour de grève plutôt que de faire aux travailleurs des propositions décentes !

Que demandent-ils ces travailleurs du Joint Français ? Essentiellement une augmentation de 0,70 F de l'heure, uniforme, et une réduction du temps de travail sans perte de salaire.

L'autre usine de la société, celle de Bezons pratique des salaires de 20% à 40% supérieurs à ceux de Saint-Brieuc, selon la catégorie. Les travailleurs de cette usine, qui ne sont pas pour autant favorisés, peuvent imaginer les conditions qui sont faites à leurs camarades bretons. Mais cette disparité existe aussi au niveau local : le Joint qui paie entre 800 F et 950 F par mois pour 47 heures de travail hebdomadaire est loin derrière les autres entreprises locales dont le niveau des salaires est pourtant déclassé.

### LA POLICE DU PATRONAT

C'est dans ces conditions que les ouvriers ont occupé l'usine le lundi 13 mars après trois semaines de débrayages quotidiens. Dès le mercredi 15 mars le tribunal ordonnait l'évacuation. Le vendredi 17 mars c'était l'agression contre les grévistes, à 4 heures du matin.

Depuis les gardes mobiles casqués, la grenade au bout du fusil donnent l'image du pouvoir au service du capital.

La riposte est immédiate : dans l'après-midi se constitue au siège du PSU un comité de soutien à la lutte des travailleurs du Joint. Le comité comprend : PSU, PS, LC, FDSEA, CDJA (1), Amis de Politique-Hebdo, Comités lycéens, Foyer des Jeunes Travailleurs. Il est ouvert à toutes les organisations qui souhaitent s'y associer. Le Parti Communiste invité dès la constitution oppose un refus.

Les organisations syndicales prévoient une lutte dure. La détermination de la CFDT apparaît dès le départ. C'est elle qui, après la tentative de la direction de s'adresser individuellement aux travailleurs relancera le mouvement le 12 avril en organisant une manifestation vers la préfecture sans la CGT réticente. Celle-ci se remettra en selle le lendemain en acceptant sous la pression de sa base le principe d'une manifestation départementale pour le 18 avril.

Le conseil municipal de Saint-Brieuc dirigé par notre camarade Yves Le Foll, qui avait mis en garde contre une intervention de la police dès le début du conflit, prend position contre « le déploiement de la force publique au service du patronat » et appelle la population de la région à soutenir les légitimes revendications des travailleurs. Il vote immédiatement une aide matérielle aux grévistes. Cette aide a été renouvelée depuis et comporte le versement de sommes d'argent, la gratuité de la cantine municipale, etc. Depuis le début du conflit la municipalité, animée par nos camarades, joue efficacement son rôle au service des travailleurs.

### LE SOUTIEN DES AGRICULTEURS

Au fur et à mesure que les semaines passent de nouveaux appuis se révèlent. Dès le premier jour les agriculteurs ont été concernés par l'intermédiaire du CDJA et de la FDSEA. Le secrétaire général de cette dernière J. Le Floch écrit dans un éditorial de son journal du 14 avril que les deux organisations agricoles ont fait « un choix sans équivoque et motivé ».

— **Pouvons-nous concevoir l'industrialisation de notre région sous n'importe quelle condition ?**

— **Pouvons-nous accepter de voir nos frères et demain nos enfants avec des salaires tels que ceux du « Joint Français » ?**

— **Pouvons-nous fermer les yeux sur les disparités qui existent au niveau des salaires ?**

— **Pouvons-nous accepter de voir les patrons du « Joint Français » traîner les délégués syndicaux devant les tribunaux et utiliser la force publique pour casser la grève ?**

Les paysans, poursuit-il, sont solidaires des ouvriers car comme eux ils subissent les disparités et la répression.

Et J. Le Floch conclut : « Evidemment la participation du syndicalisme agricole à un « comité de soutien », aux côtés d'organisations politiques, sera commentée de diverses manières. Pour notre part, nous affirmons avec force qu'il s'agit là de considérations secondaires qui ne doivent, en aucun



Yves Le Foll, maire de Saint-Brieuc.

cas, battre en brèche ce qui est essentiel, à savoir : la solidarité entre les travailleurs de la ville et les travailleurs de la campagne ».

Nous avons fait cette citation un peu longue car elle traduit une avancée de la prise de conscience de la solidarité ouvriers-paysans. Les nombreuses initiatives des paysans de toute la Bretagne en attestent la réalité.

Le mouvement de solidarité atteint actuellement tous les milieux de la région, pour des raisons parfois ambiguës. Les catalyseurs de cette solidarité semblent être la position provocatrice des patrons et la présence de leurs anges gardiens casqués. La provocation patronale a consisté à venir spécialement de Paris pour proposer 3 centimes aux travailleurs. Il s'en est suivi une garde-à-vue de ces messieurs par les travailleurs dans les locaux de l'Inspection du Travail et des incidents provoqués par la police. On a pu noter que la CGC locale a dû intervenir pour que ses dirigeants nationaux retirent leur plainte pour « séquestration de cadres » ! Cette semaine c'est l'UDR qui affirme son soutien. Les interventions contre nature montrent bien la popularité du mouvement (même si dans le dernier cas, référendum oblige !) et l'isolement du patronat du Joint dont les pairs craignent l'intransigeance. La « paix sociale » dans leurs propres entreprises est en jeu !

Une partie importante du clergé appelle au soutien. Des commerçants de Saint-Brieuc organisent des collectes et versent au comité de soutien.

Ce mouvement inconnu précédemment dans la région représente un potentiel dont il appartient aux organisations politiques d'exprimer les aspirations et de lever les ambiguïtés. Nos militants s'efforcent par leurs interventions de faire apparaître la réalité de la lutte des classes au travers les événements, de peser sur l'issue du conflit par leur mobilisation au service des travailleurs du Joint. Il le font sans le souci de capitalisation immédiate qui anime certains groupes en quête d'une implantation locale, mais avec la

conviction que la lutte du Joint Français est une étape importante dans la prise de conscience par des travailleurs de tous horizons de la réalité de la lutte des classes schématisée par la police au service des patrons occupant l'usine depuis cinq semaines.

Oui, « la lutte du Joint est celle de tous les travailleurs ». Le slogan scandé dans toutes les manifestations est devenu une réalité.

Yves DOLLO.

P.S. : Nous lisons dans « Politique-Hebdo » l'annonce de la naissance d'une « extrême-gauche ouvrière » à Saint-Brieuc (sur une photo de couverture représentant en gros plan le permanent CGT, le délégué CGT du Joint, le permanent communiste du SNI). Ce journal nous avait habitué à plus de sérieux dans ses analyses, à plus de scrupule dans ses relations. Dire par exemple que « le défilé a été dirigé, non vers le Joint, mais vers la mairie d'Union de la Gauche » par une opération de « recyclage électoral » est inadmissible quand on sait que le but de la manifestation était la préfecture et que seules des considérations « topographiques » dirons-nous l'ont maintenue sur la place voisine de celle de la mairie, devant l'ex-préfecture démolie. (En effet la cour de la préfecture provisoire est un piège parfait pour matraquage en règle). Le PSU a écrit à propos de cette manifestation qu'on pouvait discuter de l'opportunité de se rendre au Joint, mais que par contre, une fois le mot d'ordre donné et accepté par la grande majorité il était inopportun de faire une démonstration minoritaire devant les grilles.

Quant à « l'irruption d'une extrême-gauche ouvrière » dont l'auteur conclut sur la capacité de donner une direction à la lutte, il apparaît pour le moins que ses désirs ont pris le pas sur les réalités. C'est peut-être regrettable, mais difficilement contestable.

(1) Ligue Communiste, Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs.

## Grève des éducateurs dans l'Orne

Le 27 mars a été journée de grève active, sur le lieu de travail, pour l'équipe éducative de l'I.M.P. de Saint-Germain-du-Corbeis (61) proche d'Alençon.

Les revendications de l'équipe éducative sont mentionnées dans la lettre ouverte au Directeur de la DASS (1) de l'Orne, lettre qui fut remise, par le Comité de grève, le 27 mars.

Dans la soirée du 27 mars le Comité de grève signait le communiqué ci-après, repris dans ses grandes lignes :

« ... que la DASS a réduit à 20 le nombre de postes d'éducateurs pavillonnaires, ceci en référence au texte ministériel.

« Pour le personnel éducatif, ce fut le point de départ de l'action revendicative du lundi 27 mars. Cette action est soutenue par le syndicat C.F.D.T., et des membres de F.O. soit 26 grévistes sur 34 éducateurs.

« Une lettre qui explique les buts de l'action entreprise a été envoyée aux parents des enfants, leur demandant de soutenir cette action ; 64 % des enfants partis en congé hebdomadaire ont été gardés par leurs parents.

« Le Comité d'Etude et de Coordination pour l'Enfance Inadaptée (CECEI) apporte également son soutien aux grévistes. Il fait part de son récent courrier, échangé avec le Ministère de la Santé Publique : Mlle Dienesch affirmait le 17 mars, qu'aucune réduction n'interviendrait dans les prix de journée pour l'année 1972 (réf. circulaires ministérielles des 25 novembre 1971 et du 12 janvier 1972). « Par conséquent, estiment les éducateurs, la réduction de l'effectif du personnel en cause ne se justifie pas.

« Une lettre est envoyée au Préfet de l'Orne, demandant l'application de la circulaire du 12 janvier. « En conclusion, le Comité souligne que l'action entreprise par le personnel éducatif n'est pas sans concerner les autres catégories de personnel, le travail thérapeutique auprès des enfants supposant la conjonction des efforts de chacun. « En ce sens, l'action des revendications concerne l'ensemble des personnels de l'établissement et la totalité des familles dont les enfants sont confiés à l'I.M.P.

Une pétition est proposée aux parents, soutenue par l'équipe éducative et le CECEI, pour porter au Préfet de l'Orne la part qu'ils prennent dans cette affaire.

(1) Direction de l'Action Sanitaire et Sociale

## La psychiatrie alliée de Marcellin

Après l'université et les prisons, l'institution psychiatrique est en voie de devenir un secteur névralgique de plus dans la société capitaliste. C'en est fini du petit univers tranquille de l'hôpital psychiatrique.

Le rôle des militants révolutionnaires n'est pas seulement de briser les murs de l'asile, mais également de dénoncer et de combattre la psychiatrie en tant que rouage du système social actuel ; là comme ailleurs, il s'agit de lutter contre la mystification de la soit-disant « neutralité » du pouvoir technique.

De cette analyse découle notre extrême confiance vis-à-vis de la « sectorisation », réforme voulue et organisée par la société bourgeoise et présentée comme un remède à l'asile. (Elle consiste en la prise en charge des activités de traitement de prévention et de post-cure par une même équipe médico-sociale dans une aire géographique déterminée.)

Derrière le masque de la thérapeutique et la prophylaxie des maladies mentales, la bourgeoisie au pouvoir va se donner un instrument redoutable, un moyen de plus de quadriller, de fichier, de surveiller la population par l'intermédiaire des psychiatres et de leurs auxiliaires, qui risquent alors de devenir les techniciens de l'adaptation à une condition humaine présentée comme interchangeable.

Lorsqu'on sait que c'est chaque société, chaque régime politique, qui décide où se trouve la frontière entre le normal et le pathologique (qui est malade mental ? qui ne l'est pas ?), cela permet de prendre conscience de l'immense danger que présente cette nouvelle orientation de la psychiatrie. (Pensons à l'U.R.S.S. où certains opposants au régime sont traités comme malades mentaux.)

Des militants P.S.U. de la psychiatrie de la région Midi-Pyrénées ont décidé de se regrouper et de s'organiser politiquement dans leur branche professionnelle. Afin que les choses soient claires dès le départ, ils affirment leur volonté ;

— de s'organiser de façon autonome dans le cadre du secteur santé de leur parti, de forger

un outil d'intervention efficace (journal en particulier) ;

— de donner la priorité à la création de groupes d'entreprises et au renforcement de ceux qui existent ;

— de miser sur les infirmiers et infirmières comme force motrice des luttes ;

— de se battre prioritairement contre l'organisation hiérarchique du travail, le pouvoir absolu du médecin sur les malades et les soignants, et un système psychiatrique conçu pour servir le pouvoir politique de la bourgeoisie.

Il ne s'agit donc pas d'améliorer une institution qui au lieu de soigner détruit la personnalité et aliène encore plus, mais bien de po-

ser le problème de son remplacement.

Bien entendu, l'action révolutionnaire, ce n'est pas tout ou rien ; la sectorisation, quelle que soit sa finalité, provoque l'amorce d'un changement, fait sauter un certain nombre de blocages à partir duquel il devient possible d'améliorer le sort des malades et de faire progresser la conscience politique des travailleurs de la santé mentale. Il n'est donc pas question de refuser, globalement cette réforme, mais d'utiliser à fond certaines possibilités qu'elle nous offre.

Les militants intéressés sont priés de nous communiquer leurs noms et adresse en écrivant à la Fédération de l'Aude du P.S.U. (psychiatrie), 27, rue Lespinasse, 11-Carcassonne, qui nous sert d'antenne sur la région.

# L'ECHEC A ZIG-ZAG THONON

Après huit semaines d'un conflit dur les travailleurs de la machine 6 ont repris le travail. Ils ont cédé, la reprise s'effectuant sur le principe du volontariat pour le travail en continu et ce, pour l'ensemble du personnel de l'usine.

Les trente-cinq lock-outés se retrouveront à la « cour » mais en conservant intégralement leur salaire. Ceux qui le désiraient seraient mutés au groupe 1 qui n'est pas soumis actuellement au continu. Aucune sanction ne sera prise.

## Pourquoi ce conflit ?

L'usine Zig-Zag de Thonon produit 60 à 70 % de la production du marché européen en carbone une fois et un tiers du marché mondial en carbone noble. Elle comprend 285 personnes.

Les salariés travaillaient en équipe 3 x 8, soit de 6 à 14 heures une semaine, de 14 à 22 heures la semaine suivante et de 22 à 6 heures la troisième semaine.

Depuis quelques mois, la direction essaie par tous les moyens de faire tourner une partie de l'entreprise en continu : la machine 6 qui est la plus moderne.

## A la machine 6

Qui sont les travailleurs de cette machine ?

Pour la plupart des ruraux. S'ils travaillent à Thonon ils sont presque tous domiciliés dans les villages des environs.

Des ruraux, c'est-à-dire des gens de bon sens, à l'esprit logique ; des gars équilibrés. Le travail ne les effraie pas. En bons Savoyards, ils ont les pieds sur terre et de la suite dans les idées :

« Déjà en 3 x 8 notre vie de famille est perturbée :

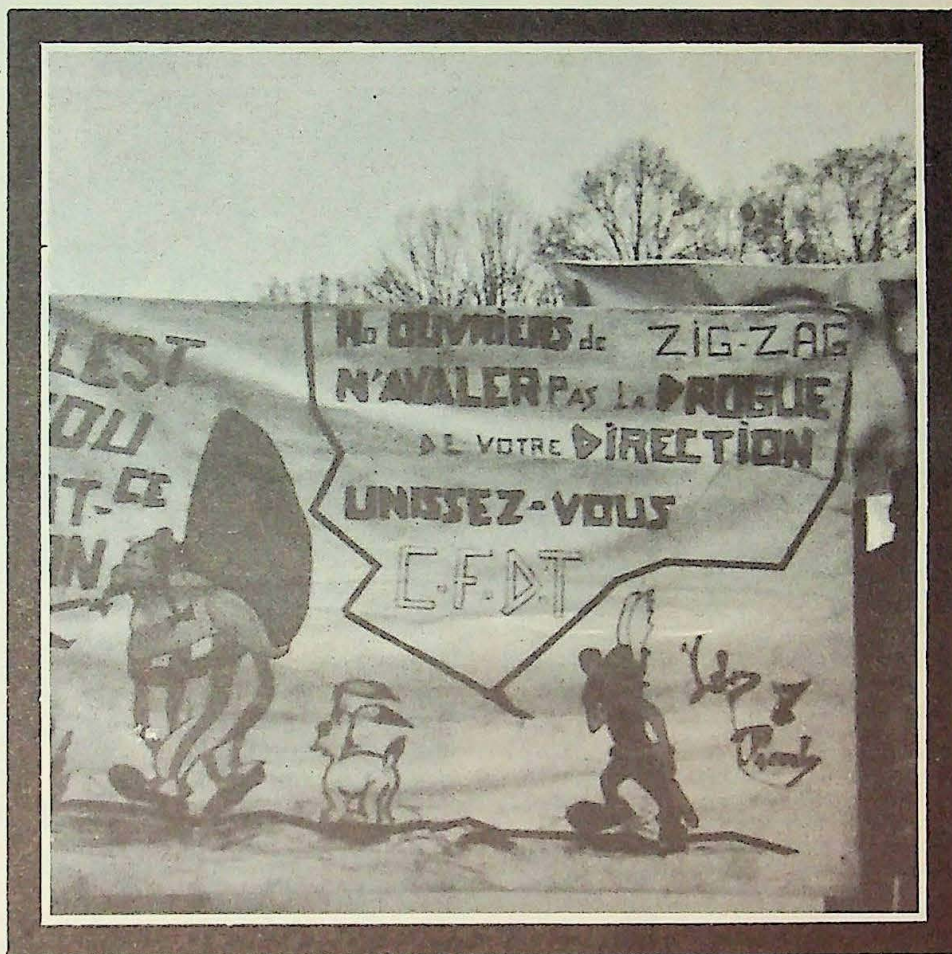
Lorsque je travaille en équipe de nuit je rentre à 6 heures le matin. Il faut faire doucement pour ne pas réveiller les enfants. Lorsque ceux-ci se lèvent pour aller en classe, ils doivent se taire parce que je dors.

Avec cette vie j'embête tout le monde. Et l'on n'est pas souvent ensemble en famille.

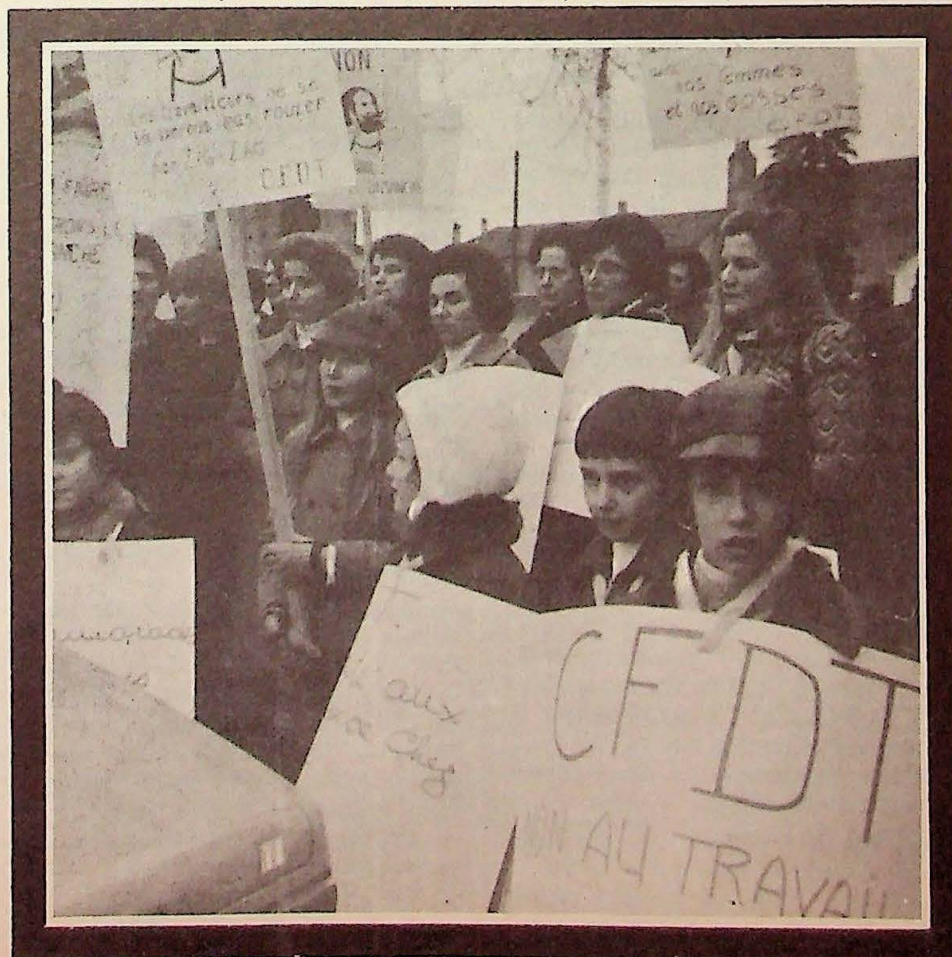
Et maintenant on voudrait encore m'envoyer à l'usine trois dimanches sur quatre ? »

Travailler le dimanche, pour ces ouvriers d'origine rurale, c'est désagréger leur vie sociale.

A part quelques militants de la CGT l'unité des travailleurs de la machine 6 a été totale. Toutes les



Contre le travail continu qui ôterait aux ouvriers même leurs dimanches, c'est-à-dire la possibilité de retrouver une vie personnelle.



décisions, en particulier celle d'occuper la machine puis la chaufferie ont été prises et appliquées collectivement. Il y avait véritablement autogestion de la lutte.

## Solidarité réelle

La CFDT a toujours été dans le coup pour soutenir les travailleurs, en organisant des AG, des meetings, développant la solidarité d'abord dans la région puis au plan national. Elle n'a jamais laissé tomber les gars qui se battaient mais elle n'a jamais cherché à prendre les décisions à leur place ni à imposer sa volonté.

La solidarité matérielle a été organisée assez rapidement par des militants de la CFDT, du Secours rouge, du PSU. Des tracts, des affiches (dont certaines faites en sérigraphie par les lock-outés eux-mêmes) sont répandus dans le Chablais pour faire connaître ce qui se passe à Zig-Zag, face au silence de la presse. Des opérations poissons sont réalisées grâce à l'appui du SR et de pêcheurs professionnels du Léman (comme aux Eaux d'Evian cet été) ; une vente organisée sur le marché du jeudi permet de mobiliser la population : ménagères, lycéens, pêcheurs, ouvriers et paysans, immigrés...

Des collectes sont organisées dans les usines du Chablais et d'Annecy. Certaines entreprises débrayent ; aux Eaux d'Evian, la collecte rapporte 5.000 F. Deux bals de soutien ont lieu. Des communes comme Allinges votent une subvention aux lock-outés et déclarent qu'elles soutiennent leur combat.

Une manifestation et un meeting réunissant chacun près de mille personnes ont eu lieu.

La solidarité est active autour des travailleurs de la machine 6. Le PSU qui n'est pas présent dans l'entreprise participe à cette solidarité et aux actions décidées à la base par les travailleurs. Ses militants d'entreprises (en particulier ceux des deux boîtes voisines de Zig-Zag, les Eaux d'Evian et Thomson) sont présents auprès des lock-outés.

Mais cette combativité de 35 travailleurs durant huit semaines, ce large mouvement de solidarité n'ont pas suffi pour faire reculer la direction dans sa volonté d'imposer le continu.

Ils avaient en face d'eux les adversaires habituels de la classe ouvrière :

## 150 F POUR TOUS A PEUGEOT

L'usine Peugeot de Mulhouse comprend sept mille salariés. Depuis trois semaines, les ouvriers font grève sur une revendication unique : augmentation des salaires de 150 francs pour tous. Les grévistes justifient leur position par le retard de leurs salaires par rapport à la moyenne de la métallurgie haut-rhinoise. Les conditions de travail sont si dures et les licenciements si fréquents que depuis l'implantation de l'usine à Mulhouse, il y a eu quatorze mille embauches pour un effectif de sept mille ouvriers.

Au début de la grève, une intersyndicale se crée et réunit 2.500 grévistes dans une manifestation à Mulhouse. Rapidement, la C.G.T. fait bande à part. La direction cherche à faire pression sur les familles des grévistes tandis que les forces de police se font plus nombreuses.

Au bout de quinze jours (le 23 mars), la C.G.T. se retire de l'intersyndicale et lance une « pétition de masse ». Puis, alors que l'intersyndicale réunit une manif aussi importante que la première, la C.G.T. et le P.C. font défiler cent cinquante personnes.

Le 27 mars, la grève s'affaiblit car la majorité des ouvriers reprend le travail ; mais la lutte reprendra car la revendication ouvrière n'a pas été satisfaite. Au contraire, la direction a profité de l'affaire pour licencier plusieurs délégués syndicaux.

Plusieurs questions se posent après ces trois semaines de lutte. Pour quelles raisons la C.F.T. (Confédération Française du Travail, syndicat jaune) a-t-elle participé à la grève jusqu'au bout : sincérité ? manœuvre pour favoriser l'implantation ? provocation ? Pourquoi la C.G.T. s'est-elle retirée de l'intersyndicale en prétextant de la présence de la C.F.T. alors que c'est elle qui l'y avait introduite ?

Des grévistes ont fait remarquer qu'ils n'ont pas été assez durs : il aurait fallu bloquer totalement la production et ne pas redouter systématiquement un affrontement avec la police. Mais la solidarité antérieure a flanché ; certes, le P.S.U. a été très présent (alors que le parti socialiste n'a su faire que des communiqués) mais n'a pu réunir qu'une poignée de militants de la section de Mulhouse.



Le 23 mars, à Mulhouse, la manifestation réunit 2.500 personnes, malgré l'absence de la C.G.T. D.R.



### ➔ suite de la page 7

— La direction, qui par la machine 6 ne cherchait qu'à accroître son profit de 30 % ;

— Le préfet : sa position est claire depuis longtemps : les pouvoirs publics sont au service du capitalisme. Mais le préfet de la Haute-Savoie pousse même le zèle plus loin. Il est favorable au travail du dimanche et ne s'en cache pas.

Répondant à une lettre du 2-4-71 de l'UD-CFDT au sujet de la demande d'autorisation des établissements Léviton à Sevrier (près d'Annecy) d'ouverture le dimanche il écrivait ceci :

« Cette lettre me navre (...). Votre proposition est profondément conservatrice et s'appuie sur un ensemble de traditions qui tiennent au passé et sont de plus en plus contestables.

Vous préconisez le maintien du congé du dimanche ! Or tout le monde sait que le dimanche est le jour le plus bête et le plus ennuyeux de la semaine, celui où bâillent ensemble tant d'honnêtes familles. » (A épinglez.)

— La justice : sur demande de la direction de Zig-Zag le tribunal de grande instance de Thonon a ordonné le 21 mars l'expulsion des ouvriers occupant les locaux de la société. Sans commentaires quand on sait que cette même justice n'a rien fait devant le lock-out et les licenciements illégaux ;

— La presse : la presse régionale (« Dauphiné-Libéré », messager de la Haute-Savoie...) qui avait déjà montré ce dont elle était capable lors de la lutte à Evian-Cachat, a dépassé les bornes en ne passant que les communiqués appelant à la reprise du travail.

Mais les travailleurs de Zig-Zag avaient aussi en face d'eux la CGT, majoritaire dans la boîte, qui a oublié totalement pendant ce conflit ce qu'est la lutte de classes.

### L'action de la C.G.T.

— Elle a tout mis en œuvre pour isoler les 35 lock-outés du reste du personnel. Plutôt que d'encourager la solidarité au niveau des débrayages, elle a reproché aux lock-outés l'occupation de la chaufferie, réclamant la « liberté du travail ».

Quelle a été son attitude pendant le conflit ? :

- se soumettre rapidement au principe du continu, sans consultation du personnel ;
- démobiliser par des tracts scandaleux une partie du personnel de l'entreprise (« Non à l'aventure ») ;
- faire des démarches personnelles de délégués auprès des travailleurs de la machine 6, à leur domicile, auprès de leurs épouses pour mieux les convaincre ;
- appeler à la reprise du travail au milieu du conflit ;
- décoller les affiches CFDT appelant à des manifestations ;
- puis pour faire bon poids, des

délégués CGT, dont le délégué syndical de l'entreprise, se sont portés volontaires pour le continu afin de mieux pourrir le mouvement.

« Nous avons eu plus à lutter contre la CGT que contre le patronat » disent les travailleurs de la machine 6. Certains pleuraient le soir où a été décidée la reprise du travail.

On pourra épiloguer sur ces huit semaines d'une lutte dure et sur cet échec de la revendication : « Non au continu ». La comparaison avec la lutte victorieuse l'été dernier des travailleurs des Eaux d'Evian est facile. A Evian les travailleurs étaient unis et la solidarité avait été massive au plan national. Ce ne fut pas le cas chez Zig-Zag.

Comme le disaient les lock-outés et leurs familles au cours des différentes manifestations : « Vainqueur ou vaincu on ne rentrera pas on collaborateur. »



# LA DIRECTION DE L'A.P. A COLOMBES A CEDE DEVANT LES BRANCARDIERS

Lundi 20 mars les 64 brancardiers (les O.S.) de l'hôpital neuf de Colombes (il n'a pas 6 mois d'âge) ont déclenché une grève surprise pour protester contre les nouveaux horaires qu'on voulait imposer arbitrairement à cinq d'entre eux (10 h 30-19 h au lieu de 7 h-15 h 30) et pour dénoncer le manque criant d'effectifs.

## GREVE AVEC ASSEMBLEES GENERALES

Dès lundi au rythme de deux A.G. de service par jour le mouvement a pris une forme très dure.

— affichage de l'assemblée des brancardiers dans l'entreprise, destiné au personnel, aux malades et aux visiteurs (un violent accrochage a eu lieu avec le directeur qui voulait l'enlever);

— tract aux malades, distribué au lit et bien reçu;

— tracts au personnel, signés des brancardiers dans un langage mi-écrit, mi-parlé.

La grève totale des transports et courses non urgentes a gêné considérablement le fonctionnement de l'hôpital.

Dès le deuxième jour la direction cède totalement sur la revendication numéro 1 (le refus des nouveaux horaires). Malgré cela les grévistes décident la poursuite du mouvement jusqu'à l'obtention de quatre nouveaux brancardiers pour l'équipe de l'après-midi.

Jeudi un meeting a lieu sur la pelouse de l'hôpital. Il réunit les brancardiers de Colombes et d'autres, représentant quatre hôpitaux parisiens. Un tract d'agitation est distribué sur quinze hôpitaux. Cependant la large solidarité rencontrée chez les brancardiers de l'A.P. ne permettra tout de même pas

l'extension de la grève. A Louis Mounier la grève ne reste pas catégorielle (compte tenu du fait que la grève des soins est impossible pour les infirmières). Plusieurs assemblées de service ont lieu avec affichage des revendications dans le hall. Une A.G., vendredi (le cinquième jour de la grève) rassemble entre 90 et 100 personnes (sur les 500 employés) et en particulier des infirmières, élèves-infirmières, ouvriers, quelques externes. Le ton s'y fait plus dur. L'occupation des locaux de la direction est décidée pour après le week-end. Cette décision ne sera pas assumée par les grévistes.

## ROLE DES ORGANISATIONS DANS LA GREVE

La C.G.T. surprise par la grève l'a d'emblée condamnée en la qua-

lifiant de nouveau complot fomenté cette fois par la direction de l'A.P.

La C.F.D.T. a assuré uniquement un rôle de soutien. Cependant, à aucun moment, elle ne joue la carte de l'extension (pas de circulaires aux délégués, ni de réunion centrale des brancardiers de l'A.P.) Le G.I.S. (1) assume, dans l'état actuel de ses forces, correctement l'information de la population et d'une partie des hôpitaux.

Le groupe P.S.U. Louis Mounier (une dizaine de membres dont plusieurs brancardiers) se noie dans le mouvement, en empêche la casure par la C.G.T.; la coordination régionale Santé intervient sur plusieurs hôpitaux. Le tract P.S.U. destiné à la section locale pour popularisation, est approuvé comme tous les autres, par l'assemblée de service.

## LA FIN DE LA GREVE

Déjà le samedi 26 mars les sanctions se précisent (mutations, licenciements). Les brancardiers de l'hôpital rebaptisé par eux « Pierre Overney » se préparent à une lutte prolongée.

Lundi 27 mars, après avoir obtenu la garantie du directeur que les avantages acquis seraient maintenus, les brancardiers décident en A.G. la fin de la grève pour éviter l'essoufflement.

Cinq brancardiers sont menacés de sanctions sous des prétextes divers (non-pointage pendant la grève, etc.). D'ores et déjà ils commencent un intense travail de discussion auprès du personnel pour préparer le cas échéant, la riposte.

(1) Groupe Information Santé.

# LES IMMIGRES D'OISEME NE SONT PLUS DES CHIENS MAIS DES HOMMES

Après Pennaroya, Girosteel, conflits exemplaires où des travailleurs immigrés ont mené une lutte longue et dure et obtenu l'appui de la population, le conflit qui s'est terminé victorieusement le 30 mars dernier à l'usine SAM à Oisème, est un nouveau pas en avant de la lutte, de la révolte contre l'exploitation féroce des immigrés.

## L'ISOLEMENT

Oisème est un petit village situé à 5 km au Nord-Est de Chartres. Cette zone située hors de l'axe de développement de l'agglomération chartraine a des communications difficiles avec le centre. Il y a deux fonderies situées à côté des champs et des pavillons individuels. L'une d'elles est la SAM. La SAM (Société d'Application Mécanique) dont le siège est à Colombes produit des tambours de freins, des culasses, etc. pour la SNCF, la RATP, le ministère de la Guerre. L'usine a deux départements : la fonderie où travaillent 90 ouvriers et la mécanique où une centaine de travailleurs usent les pièces qui sortent de la fonderie.

La lutte a été menée par les ouvriers de la fonderie qui sont tunisiens, marocains, portugais et deux Français.

## LE LOGEMENT DES IMMIGRES

Les immigrés sont « logés » par la direction : les Tunisiens dans des appartements attenants à l'usine, les Portugais dans un pavillon délabré du centre de Oisème, les Marocains dans un pavillon de Berchères-les-Pierres à 17 km de Oisème. Dans cette ancienne résidence du directeur, on a entassé vingt-quatre travailleurs marocains. Il n'y a pas de placards, cinq chaises, deux bancs, une table de deux mètres carrés et quand même un lit chacun. Mais bien sûr il y a un seul WC, pas d'écoulement d'eau, un seul lavabo à eau froide. Les Marocains se lèvent tous les jours à 4 h 30 pour préparer leur repas. A 5 h 30 le car de l'usine les « ramasse » pour les emmener au bain où ils bossent de 6 h à 19 h.

Bien sûr ces logements pourris hébergent aussi des rats. A leur arrivée dans la boîte, les immigrés paient la literie et chaque mois on leur vole 7 francs chacun sur leur paie pour l'électricité et l'eau.

## LE BAGNE

La législation n'est pas respectée : 10 heures par jour dans une atmosphère chaude et poussiéreuse car il n'y a pas de système d'aspiration. Plusieurs ouvriers sont partis atteints de maladie pulmonaire. Il n'y a pas de chaussures de sé-



D.R.

29 mars 1972, grève générale à la S.A.M. de Oisème. Les travailleurs immigrés refusent l'exploitation.



D.R.

curité, pas de lunettes de protection, pas de tabliers d'amiante pour les ouvriers qui sont à la coulée ce qui entraîne de nombreux accidents du travail. (Un conseiller municipal se plaint que les dossiers d'accident du travail qui passent à la mairie engendrent pour celle-ci une charge qui supprime une grande partie du bénéfice de la patente versée par l'entreprise.)

Dans le courant des deux premiers mois de cette année, on a déjà enregistré 7 accidents aux yeux, 2 aux doigts, 1 au pied, de très nombreuses brûlures dont 2 graves, 1 à la jambe et 1 au ventre. Pour ce travail rude et qui demande une certaine habileté tous les gars sont manœuvres et perçoivent de 4,20 francs à 4,50 francs de l'heure. Certains sont là depuis plusieurs années (3 ans et même 5 ans), ils sont toujours manœuvres... A ceux qui partent en congé, même pour quinze jours, la direction fait signer à ceux qui ne savent pas lire le français une lettre de démission lui remettant son compte.

Devant ces faits, les travailleurs de la Fonderie se sont révoltés contre l'exploitation dont ils étaient les victimes, se sont organisés et sont passés à l'action.

En février 71, les travailleurs tunisiens cherchent à prendre contact avec les syndicats. Avec les militants CFDT, ils élaborent un projet de cahier de revendications.

En mai 71 ils obtiennent d'un groupe de Chartres rattaché au MRAP (Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme et pour la paix) qu'un film soit tourné sur les conditions de vie des immigrés dans la région de Chartres. Ce film est diffusé ensuite dans des assemblées-débats organisées par diverses organisations, autour de Chartres.

## LA PREPARATION DE L'ACTION

C'est le 6 janvier 1972 que l'action démarre réellement pour devenir unitaire par la suite. En effet, les travailleurs tunisiens élaborent ce jour-là un cahier de revendications. Début février ils prendront contact avec les Marocains puis avec les Portugais et après une série de discussions un cahier commun de revendications est élaboré et présenté sous le sigle C.F.D.T.

Le mardi 21 mars, tous les travailleurs de la fonderie arrêtent le travail, déposent le cahier de revendications à la Direction et exigent une réponse dans les 48 heures. Le directeur de Oisème convoque un ouvrier de chaque nationalité ; il s'engage sur certains points mais pas sur les salaires, le paiement du temps passé aux douches, la qualification professionnelle, les cadences, les congés, et demande un délai supplémentaire pour obtenir une réponse de la direction générale.

## LA GREVE

C'est le vendredi 24 mars que le directeur général reçoit une délégation des travailleurs. Il confirme ce qui a été accordé précédemment, offre 5 % d'augmentation au 1<sup>er</sup> avril (avec révision au 1<sup>er</sup> novembre) et accepte de payer 10 minutes de plus pour les douches. Mais ces promesses sont orales et insatisfaisantes. Une réponse écrite de la direction doit parvenir le 28 mars. A la Bourse du Travail de Chartres le soir-même, les travailleurs sont insatisfaits mais décident d'attendre. Le 28 mars la réponse écrite n'est toujours pas parvenue. Le soir-même, avec l'appui de la C.F.D.T., les ouvriers décident la grève pour

le lendemain à la fonderie ; s'ils n'ont pas une réponse ou s'ils n'obtiennent pas plus de 5 % des salaires. Le 29 mars, il n'y a pas de réponse. Il y a donc grève générale à la fonderie. Deux Français se joignent au mouvement. La direction promet une réponse pour onze heures et incite à reprendre le travail. Les ouvriers le refusent. A 11 h 45, une réponse arrive n'apportant rien de nouveau par rapport aux promesses orales du 24 mars. La grève continue. En début d'après-midi la direction demande aux ouvriers s'ils maintiennent leurs exigences mais les ouvriers sont déterminés à poursuivre leur action.

Dans le courant de l'après-midi, le secrétaire de l'U.I.S.-C.F.D.T. et un permanent « Métaux » de la région Centre sont reçus à l'Inspection du Travail. La direction qui a pris contact en même temps avec l'Inspection est réticente à négocier, elle en fait une question de principe.

A 18 h 30 le chef du personnel, en présence de l'Inspecteur du travail fait de nouvelles propositions. Le soir, l'Assemblée Générale des grévistes les examine et se prononce pour la poursuite de la grève.

## LA VICTOIRE

Le jeudi 30 mars 1972 la Direction générale accepte de venir sur place

A 18 heures : Elle négocie enfin avec les délégués et l'organisation syndicale en présence de l'Inspecteur. A ce moment-là, tous les travailleurs en grève se sont rendus de la Bourse du Travail, à la Direction de la main-d'œuvre.

Après plusieurs suspensions de séance, la suite des négociations s'est déroulée avec tous les travailleurs.

A 22 h 30, les travailleurs après s'être consultés, décidaient de reprendre le travail, ayant acquis un certain nombre de points :

- pas de salaire inférieur à 4,80 F de l'heure + primes ou (5 % dans les cas où cela est le plus avantageux);
- prochaine augmentation au 1<sup>er</sup> septembre;
- après 6 mois de présence, qualification O.S. 1;
- possibilité de prendre un mois de congé sans solde, consécutif au congé annuel;
- amélioration de la sécurité dans le travail (gants, chaussures, lunettes);
- amélioration des conditions de logement :
  - réparation des logements de Berchères;
  - 3 douches supplémentaires pour arriver progressivement à 11;
  - 15 minutes de temps de douche payées;
  - appareils de boisson gratuite;
  - clé pour chaque ouvrier;
  - au moins une chaise et un placard par personne;
  - boîtes aux lettres installées au nom des ouvriers.

Tous ces points sont contenus dans un accord signé entre la direction et deux délégués de chaque nationalité, reconnus comme tels par la direction, en présence de l'Organisation syndicale et de l'Inspecteur du Travail.

C'est par leur détermination et leur unité dans l'action que les travailleurs de la S.A.M. ont pu obtenir une amélioration de leurs conditions de travail et de logement, ainsi qu'une revalorisation de leurs salaires.

Après l'action, des camarades de Oisème disaient « Aujourd'hui nous reprenez le travail la tête haute, nous ne sommes plus des chiens mais des hommes ».

# PLAIDOYER POUR L'EUROPE DES TRAVAILLEURS



Dès que fut connue la décision de Pompidou d'organiser un référendum sur l'Europe, ce ne fut qu'un cri dans toutes les organisations d'extrême-gauche : « Une seule réponse, l'Europe des travailleurs ! ». Il est des moments dans la vie d'un mouvement où l'enthousiasme spontané est positif car il libère les énergies et permet, pour peu qu'on en prenne soin, une riposte unitaire au piège du pouvoir.

Mais, au-delà des mots, au-delà même d'une campagne, les révolutionnaires ont le devoir de s'interroger sur la validité d'un slogan qu'on sussure déjà, ici où là, vide de sens.

C'est que parler de l' « Europe des travailleurs » soulève bien des problèmes et heurte bien des sensibilités.

Et d'abord une vision « tiers-mondiste » de la lutte révolutionnaire. Il ne faut jamais oublier que l'extrême-gauche, dans les racines qui l'ont constituée, compte bien des hommes qui, avec courage, menèrent les luttes pour le soutien des révolutions nationales. Ceux-là, qui sont influents dans le mouvement révolutionnaire, lui ont donné une tradition où le dernier des Palestiniens est bien plus important qu'un pauvre ouvrier de Schirmeck. Plus sérieusement, cela veut dire que l'analyse prévaut souvent que l'impérialisme doit être attaqué à sa base, dans ses besoins d'exploitation et de contrôle de ses centres d'approvisionnement en matières premières. On en déduit un peu facilement que la lutte révolutionnaire est d'abord asiatique, à la rigueur, peut se dérouler en Amérique du Sud. On passe pudiquement sur l'Afrique parce que la révolution s'y porte peu et on se résigne à penser que la lutte sociale aura fait un grand pas le jour

où l'extrême-gauche américaine aura mis en question la stabilité politique dans son pays.

## L'exotisme n'est pas révolutionnaire

C'est faire bon marché des conflits interimpérialistes, croire que le centre capitaliste est un et ne donne pas naissance, de par son développement même, à des antagonismes. Le sous-ensemble européen, né et servi par les desseins agressifs de l'hégémonie américaine, tend aujourd'hui à avoir sa stratégie propre qui peut aller, parfois, jusqu'à de vives tensions mettant en question l'existence de la cellule-mère. Sans négliger donc les autres composantes de la lutte mondiale, les révolutionnaires européens ont à situer leur combat dans cette phase conflictuelle en portant d'abord leurs coups sur l'aspect le plus visible de l'impérialisme : l'Europe des trusts, à leur portée. Contrairement à ce que beaucoup pensent, l'exotisme n'est jamais une vertu révolutionnaire.

Même s'il fut souvent un recours. Car, il faut bien l'admettre, si l'idée même d'une lutte sur le terrain européen, a si mauvaise presse dans les milieux d'extrême-gauche, c'est qu'elle est entachée d'un lourd passif. Née alors que se dissipaient à peine les brumes de la guerre froide, on ne sait plus très bien au nom de quelles querelles et de quels renoncements, les socialistes officiels de l'Europe en furent d'abord ses artisans, parfois ses destructeurs. Au nom d'une vision humaniste et social-démocrate, on bâtit

cette Europe pour redonner un rêve à la jeunesse d'après-guerre... et on laissa le capital en fixer les règles ! Tout en se réservant de généreux projets... le jour où on serait au pouvoir ! Mais ces socialistes-là sont les amis de Willy Brandt et d'Harold Wilson, voire de Guy Mollet. Seuls à prétendre faire aboutir un projet dans le cadre européen.

L'alternative ne pourrait-elle donc être que révisionniste ? L'Europe des travailleurs condamnée à vivre social-démocrate ? Beaucoup se posent la question. D'autant plus angoissante qu'il n'existe, dans aucun pays d'Europe, de force révolutionnaire organisée conséquente. Et donc que poser le problème comme le font parfois les organisations communistes, sous la forme d'un front des travailleurs contre l'Europe du capital ne peut recouvrir qu'une visée typiquement réformiste. Pourtant, cette stratégie ne peut pas être la seule réponse inéluctable.

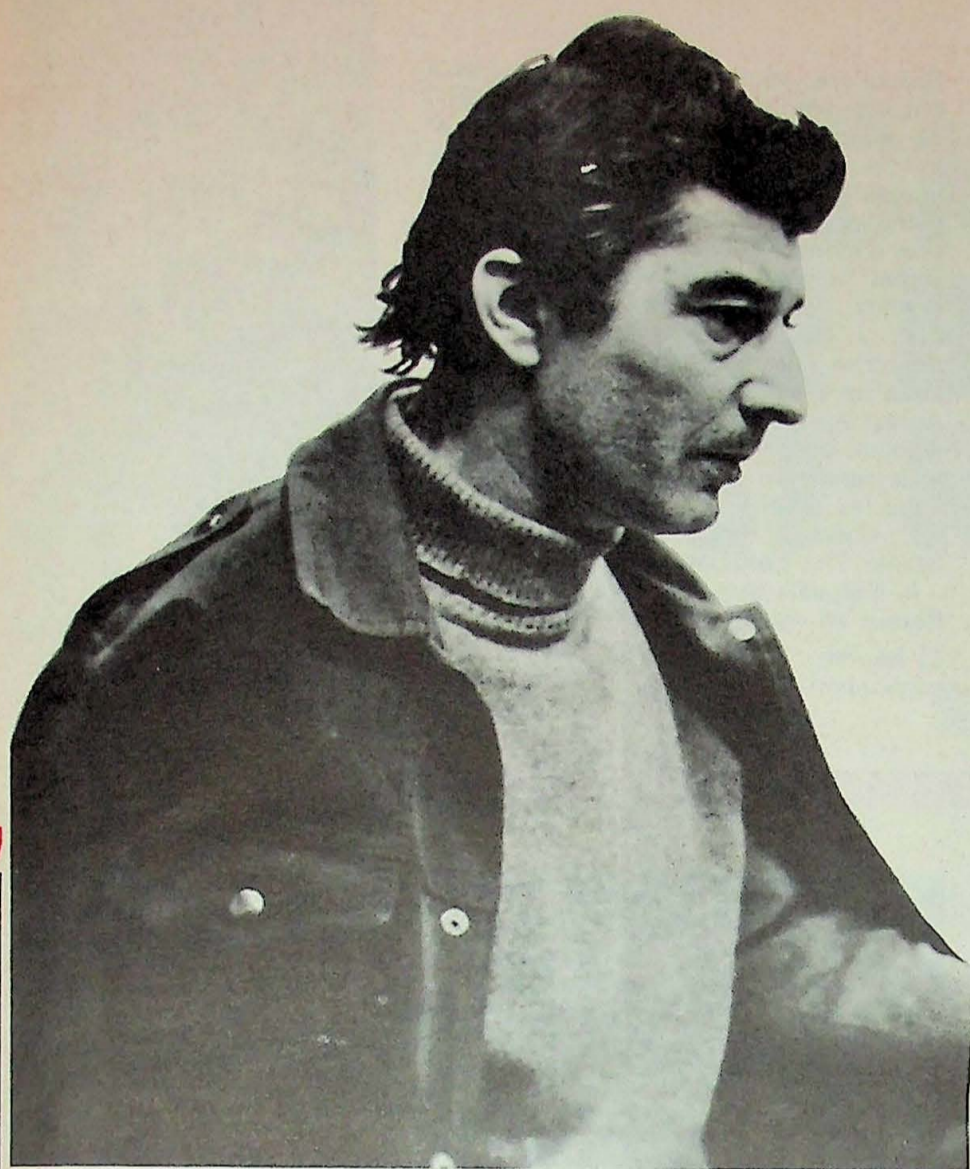
## Echapper à un nouvel esclavage

Ce serait faire bon marché de la force non négligeable des révolutionnaires en Europe. Il existe des centaines de milliers de militants, intégrés dans les luttes, et qui se battent sur des positions de classe. Il existe des noyaux organisés dans chaque organisation, politique ou syndicale, qui situent leur action dans le champ révolutionnaire. Va-t-on, pour la seule raison que la réponse socialiste a trop souvent connu des relents de colloques social-démocratiques, stériliser cette force déjà considérable ?

Ce serait sacrifier allégrement les

données objectives de la lutte des classes telle qu'elle se déroule dans chacun des pays européens. Car enfin, le jeu de saute-moutons par-dessus les frontières des firmes multinationales attaque les conditions de vie des travailleurs dans ce qu'ils ont de plus précieux, le droit à l'emploi. Il importe alors bien peu que ces entreprises appartiennent à tel ou tel ensemble du bloc impérialiste, la lutte doit y être menée. Car enfin, la stratégie d'un certain patronat qui vise à faire de tout ouvrier européen un immigré en puissance, sans forcément qu'il change ni de poste de travail ni d'entreprise, le menace dans ce qu'il a de plus précieux : son droit à l'expression. Que les réformistes de tous poils l'aient caché trop longtemps importe peu à l'affaire. Seules une réponse et une affirmation politiques sont susceptibles d'aider les travailleurs européens à échapper à ce nouvel esclavage des temps modernes.

Pourquoi les firmes multinationales devraient-elles être dénoncées au niveau de leurs décisions centrales ? Pourquoi l'action pour la défense des travailleurs immigrés était-elle prioritaire dans chacun des pays d'Europe ? Pourquoi, au niveau central des Etats, aucune expulsion d'ordre politique n'est-elle admissible ? Ce sont quelques questions que se posaient, à leur arrivée à Bruxelles, les divers participants à la conférence qui réunit, les 25 et 26 mars derniers, une cinquantaine de délégués venus de huit pays d'Europe occidentale. Prélude à la déclaration finale où ils devaient écrire qu' « il est primordial de favoriser une large mobilisation des travailleurs pour obtenir que tous ceux qui vivent en Europe aient, dans tous les pays, les mêmes droits politiques et



Elie Kagan

syndicaux, quel que soit leur pays d'origine et quel que soit le pays où ils vivent ». Il avaient pris soin, par ailleurs, de préciser qu'ils se proposaient ainsi « non pas de se substituer aux syndicats, et encore moins de s'opposer à eux, mais de donner un prolongement politique à l'action syndicale ».

## Les travailleurs fêtent le Marché Commun

Ainsi est née, le jour même du 15<sup>e</sup> anniversaire du Marché commun, la première réponse concertée des forces révolutionnaires à l'attente des travailleurs européens, en lutte pour la défense de leurs droits. Comme devait le déclarer Michel Rocard, au cours d'une conférence de presse, il est assez symptomatique qu'au terme de débats houleux, ce soient les forces qui représentent les travailleurs qui aient tenu à célébrer cet anniversaire et non les représentants du capital, peut-être peu fiers du résultat engendré.

Certes, ce fut une conférence assez peu banale. Seuls le cadre et le cérémonial de l'interprétariat pouvaient rappeler une conférence internationale. Le reste, ce furent des explications franches, et parfois orageuses, entre militants. Des débats où l'action se mêlait étroitement à la réflexion. On avait d'ailleurs commencé par là, en distribuant la veille le même tract aux portes de quelque quarante filiales du trust Philips, en France, en Allemagne, en Autriche, en Suisse, en Italie, en Belgique. (Bernard Jaumont rappelle les données de cette action ci-après). Les souvenirs étaient vifs des actions menées ensemble en Alsace. Et c'est ce qui permit à la rencontre d'être très différente d'une réunion internationale classique où l'on a des discussions stratégiques fort longues sans aucun débouché pratique.

## Coordonner les actions internationales

L'action engendrant l'action, engagement formel a été pris par chaque organisation présente de faire entrer dans la pratique la coordination internationale des luttes des travailleurs.

Certes, chacune a été laissée libre de définir les modalités de son action de manière à ce que toutes puissent apporter leur pierre à la lutte commune, quelle que soit la stratégie que chacune adopte, quelle que soit la nature et l'importance de son implantation, quel que soit le type d'intervention qu'elle juge le plus adaptée à ses moyens. Cela peut aller du simple échange d'informations sur les décisions prises ou envisagées dans une firme multinationale, jusqu'à une action proprement politique dans les entreprises, montrant l'importance du développement des formes multinationales ou la signification du Marché commun au stade actuel de développement du capitalisme. Bien entendu, le but à atteindre est de coordonner les actions pour une lutte menée dans une entreprise donnée.

Ce n'est qu'à ce titre qu'on pourra réellement parler de la naissance de l'Europe des travailleurs. Et c'est pour en vérifier la réalité que les participants à la rencontre de Bruxelles se sont unanimement donné rendez-vous, au plus tard l'année prochaine.

Bien sûr, ce qui s'est fait dans la capitale belge ne correspond guère à la conception traditionnelle des relations internationales, cela n'a rien à voir avec la diplomatie classique et cela n'entre ni dans les jeux que propose M. Pompidou, ni dans les combinaisons des habiles spécialistes du « oui, mais » du « non, à moins que » ou du « ah ! si seulement ». Pourtant les questions qui ont été posées là sont sans doute les seules qui aient vraiment de l'importance pour les travailleurs.

# Philips découvre les travailleurs en rouge

Le 24 mars, le même tract a été distribué aux portes des entreprises Philips dans six pays d'Europe.

Cette « opération Philips » avait quatre objectifs.

B. Jaumont.



Elie Kagan

Le premier but qu'on s'était proposé était de sensibiliser les travailleurs aux problèmes que pose le développement des firmes multinationales car c'est peut-être le phénomène le plus important des quinze dernières années, en tout cas celui dont les conséquences sont les plus graves. Contre le patron traditionnel, les règles du jeu étaient bien connues, la lutte restait possible et en cas de conflit, on pouvait lui faire toucher les épaules. Contre une firme multinationale, c'est beaucoup plus difficile, car elle peut briser une grève en augmentant la production d'une de ses filiales dans un autre pays et surtout elle peut utiliser les travailleurs d'un pays contre ceux d'un autre : le chantage au chômage d'une firme qui menace de fermer pour s'installer dans un autre pays où les travailleurs sont moins exigeants n'existait pas lorsque la lutte entre les travailleurs et le patronat se passait dans le cadre des frontières nationales.

Et ce n'est pas seulement un problème syndical : quand de Gaulle déclarait (en 1966 ou 1967) que Bull ne devait pas passer sous le contrôle d'IBM, il se prenait un peu pour Louis XIV ; mais un Louis XIV sans beaucoup de pouvoirs, car en définitive quelques mois plus tard IBM achetait la firme Bull. Et aujourd'hui c'est une autre grande

firme américaine, ITT (International Telegraph and Telephone) que le gouvernement d'unité populaire trouve en face de lui au Chili. Il est devenu impossible, à présent, de poser le problème du pouvoir sans rencontrer les firmes multinationales.

Rendre les travailleurs sensibles à cette fantastique transformation de la vie politique et leur montrer que face à ce danger, ils doivent coordonner leur lutte sur le plan international, ce n'est pas un simple tract qui peut y parvenir, mais il faut bien commencer.

## C'est possible

Le deuxième objectif était de montrer que cette coordination est possible : il n'est pas certain que toutes les organisations qui veulent s'opposer au capitalisme aient aujourd'hui les moyens de mener à bien une action de ce type à travers les frontières de six pays d'Europe occidentale. Mais le succès de l'« opération Philips » prouve que c'est réalisable.

## Il peut écrire

Il fallait ensuite donner aux travailleurs qui dépendent d'une même entreprise le moyen d'échanger leurs informations. C'est pourquoi le tract qui a été distribué porte

...A  
BRUXELLES...

**15 heures :** Deux cars de police prennent discrètement position près de la place de Brouckère.

**16 heures :** Une dizaine de militants se retrouvent à la terrasse du Métropole.

**17 heures :** Début de la distribution du tract, rédigé en flamand et en wallon, devant l'immeuble Philips. La presse belge et française est présente.

**17 h 04 :** Trois agents s'approchent et nous intiment poliment mais fermement l'ordre de « circuler ». Nous essayons de parlementer. Une vingtaine d'agents s'interposent, les tracts sont saisis, neuf militants sont « embarqués », la presse prend de nombreuses photos.

**Pour désordre sur la voie publique**

17 h 07 : Tout est terminé place de

Brouckère (moins de cinquante tracts ont été distribués). Cependant, à l'Hôtel de police ; retrait des passeports et des cartes d'identité, installation dans une salle d'attente (aux dires de nos gardiens on nous relâchera après vérification d'identité).

Appel nominal : « Videz vos poches, donnez votre ceinture, vos chaussures... ». Nous sommes écroués (motif : désordre sur la voie publique) et nous nous retrouvons... dans la même cellule. Après une longue attente, nouvel appel nominal pour interrogatoire : « Qui vous a demandé de distribuer des tracts, qui vous les a remis... ». A notre question : « Combien de temps comptez-vous nous garder ? », l'officier de police répond : « Je n'en sais rien, j'attends les ordres. » Retour en cellule.

**21 heures :** Levée d'écrou, sans aucune explication.



➔ suite de  
la page 11

l'adresse de toutes les organisations qui l'ont signé, et l'engagement qu'elles ont pris de s'échanger les informations qui leur parviendraient. Il ne s'agit pas pour ces organisations de se substituer aux travailleurs eux-mêmes, ni d'orienter ou de diriger leurs luttes, mais simplement de leur donner les moyens pratiques d'une coordination internationale en leur fournissant un réseau de correspondants à travers l'Europe. A présent chaque travailleur de Philips (et c'est valable aussi pour les autres trusts) sait qu'il peut écrire à une organisation de son pays : l'information qu'il donnera parviendra aux travailleurs de Philips dans les autres pays et ce sont eux qui l'utiliseront.

**Pas d'expulsés**

Le quatrième objectif qu'on s'était fixé était de battre en brèche le sacro-saint principe de la souveraineté nationale : la souveraineté de chaque pays, cela ne gêne en rien les firmes multinationales, bien au contraire. Mais c'est ce que l'on invoque chaque fois contre ceux qui mettent en question l'ordre capitaliste sur le plan international. Pour montrer que les travailleurs savent bien, eux aussi, franchir les frontières, il avait été décidé que dans chaque pays des camarades venus de l'étranger participeraient à la distribution du tract. C'est une action politique concertée et publique. Et, dans aucun pays, les camarades qui y participaient n'ont été reconduits à la frontière : c'est une leçon qu'il faudra retenir et qui prouve une fois de plus que l'action politique est possible sur le plan international.



...A  
HAMBOURG...

Il y a sept établissements Philips : le tract a été distribué dans chacun d'eux par les Jung Sozialisten. C'est au siège social que se trouvaient les camarades étrangers (deux Français et un Suisse). La distribution s'est faite dans les pires conditions : une avenue très large presque déserte, des travailleurs arrivant par petits groupes de trois ou quatre pendant une heure et demie ; aucun signe montrant que le tract était remis par des étrangers, aucun moyen de communication avec les travailleurs.

Pourtant, les Jusos qui organisaient l'opération pour Hambourg ont reçu de nombreux coups de téléphone de camarades (et en particulier des délégués d'atelier) disant que le tract était lu, apprécié et commenté. L'un d'entre eux a même précisé que le texte du tract avait été tiré par une ronéo de l'entreprise pour être distribué aux travailleurs qui ne l'avaient pas reçu et qui voulaient en discuter.



...ET AU  
PLESSIS-ROBINSON...

De la même manière et à la même heure qu'à Bruxelles, Vienne, Milan, Zurich, Hambourg, des militants révolutionnaires se retrouvent devant la porte de la TRT, filiale du trust Philips pour distribuer le tract

commun. Il y a là, la section locale de Sceaux, deux membres du BN, le camarade Depreux et des militants de : Hydra (Suisse), Spartakus (Autriche) et des jeunesses socialistes (RFA). Les travailleurs de TRT sortent par petits groupes de deux ou trois et il n'est pas possible de faire une prise de parole. Les camarades étrangers portent en clair le nom du pays d'origine, ce sont eux qui distribuent au premier rang. Au retour de la cantine nous provoquons quelques discussions avec des travailleurs qui s'attardent. La démarche est trop nouvelle et inhabituelle ; aussi l'on ne peut attendre beaucoup de commentaires immédiats. Mais dans tous les cas le tract est conservé soigneusement, pas un seul n'est jeté.

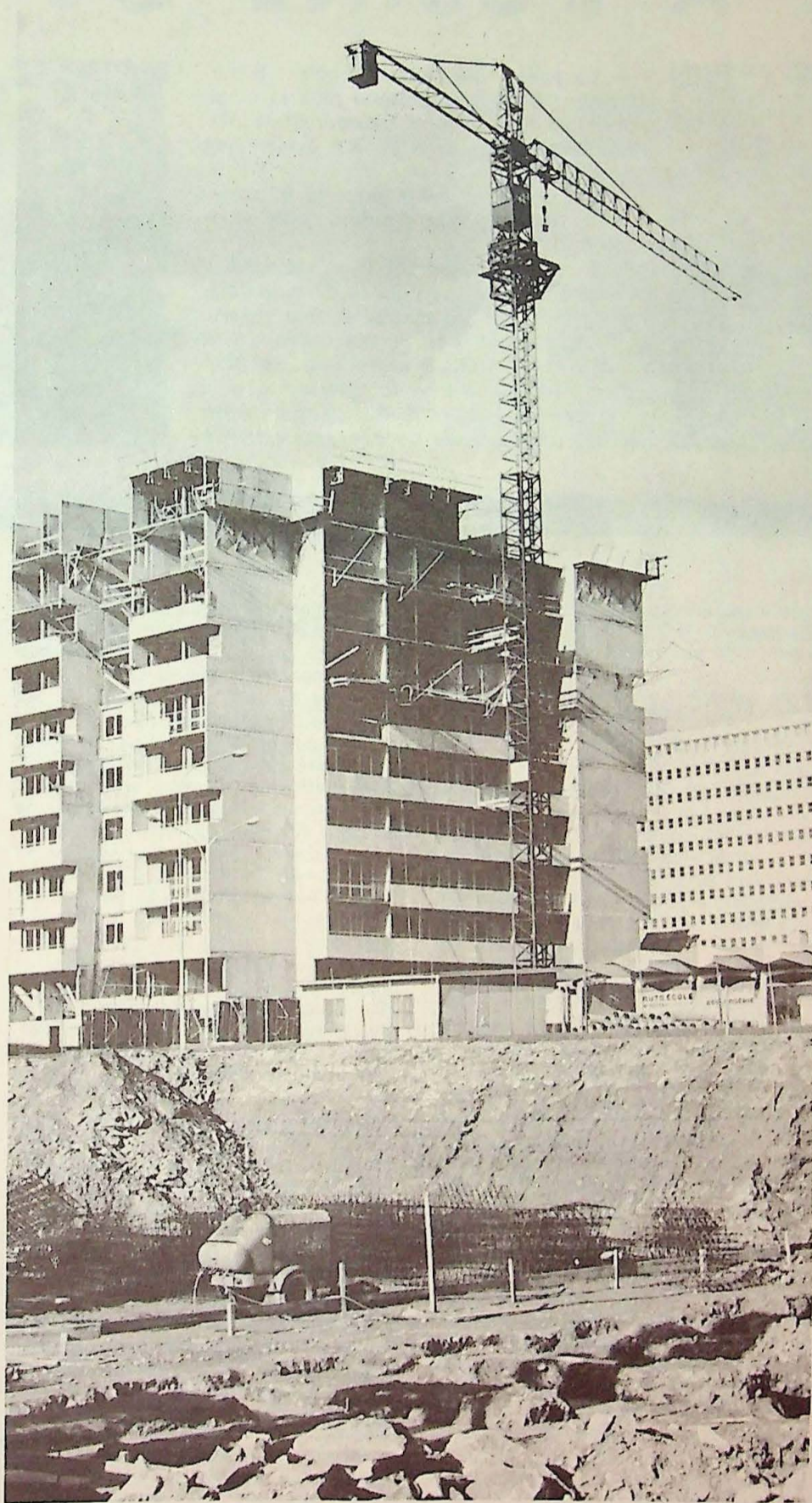
Un militant de la CGT affirme qu'il faut continuer, un autre, qui dit ne pas être syndiqué, trouve l'action « juste ». Les militants de la section d'entreprise continuent depuis le travail d'explication.

# LE TONNERRE DE BREST S'EST REVEILLE

Les habitants de la nouvelle ZUP de Brest ont réveillé le « tonnerre ». Il gronde à nouveau sur le port breton.

## Les faits

La ZUP de Brest ce sont des quartiers neufs, à la périphérie de la ville. Une cité-dortoir. Actuellement environ 4.000 logements pour 16.000 habitants. C'est « la ZUP la plus belle de France » selon le maire. C'est surtout une belle affaire pour les promoteurs. Au départ, 6.700 logements étaient prévus sur une surface de 140 hectares. Maintenant les plans prévoient 7.600 logements à construire. La pression des promoteurs a joué dans le secteur privé. Pratiquement cela se traduit par la montée subite de tours là où les maquettes publiques prévoyaient des espaces verts. Un abcès s'est créé : entre une avenue et le centre commercial du quartier dit de « Bellevue », un promoteur privé, célèbre dans la région, implante trois tours. De l'autre côté de cette avenue, entre celle-ci et le CES, la SCIC veut implanter trois tours. Or ce CES a été construit sans aucun terrain de sports à proximité et les élèves sont contraints de subir des déplacements fréquents pendant les heures de sports. Voilà pour le secteur privé. Le secteur public n'est pas mieux loti. Dans cette ZUP : trois quartiers, ceux de Kerhallet, Quizac et Penfeld sont constitués essentiellement d'HLM et d'ILN. Environ 1.200 logements (dont 300 ILN). La gestion de ces immeubles est assurée par un Office Public Communal d'HLM (OPCHLM). C'est le maire de Brest, maître Lombard, qui en est le président. Au départ (1969) des loyers et des charges locatives voisins de ceux des autres HLM de Brest. Mais en septembre 1971, l'Office réclame aux locataires un rappel des charges locatives, pour l'année 1969-70, équivalent à un 13<sup>e</sup> mois de loyer (exemples : 200 F pour un F2 HLM, 420 F pour un F5 ILN). Cette situation est due à de mauvaises prévisions en matière de chauffage. Les avances mensuelles des charges ont été calculées d'après le coût du chauffage collectif au fuel, qui est la règle dans les autres HLM de



Brest. Or il s'agit ici d'un chauffage collectif au gaz propane. Ainsi dans un F3 HLM de 69 m<sup>2</sup> le chauffage au gaz, pour la période concernée (1969-70) revenait à 530 F par an ; au fuel : 380 F. C'est la municipalité qui a fait ce choix du combustible de chauffage en accord avec l'EDF - GDF. Initialement c'est le chauffage individuel au gaz qui était prévu pour toute la ZUP. Dans les 1.200 logements construits par l'OPCHLM à Kerhallet, Quizac et

Penfeld l'installation d'un tel chauffage amenait le dépassement des prix plafonds. L'EGF a alors présenté un projet de chauffage collectif au gaz, compétitif avec celui du fuel. L'OPCHLM a alors obtenu une dérogation pour le chauffage collectif au gaz. En réalité c'est en trichant dans leurs calculs sur la consommation de combustible que le gaz avait paru valable. Secteur privé ou secteur public, chacun a son produit à vendre.

## L'action contre les tours de « Bellevue »

L'action contre les tours de Bellevue démarre en mars 1971.

Le groupe PSU de la ZUP entreprend de dénoncer le scandale. Une campagne d'affiches, une réunion publique posent le problème. Une trentaine de participants à la réunion décident d'agir. Parallèlement vient se mettre en place un comité de quartier. Ce comité lancé à l'initiative de militants de l'APF et de l'ASF regroupe toutes les associations du quartier. Mais il regroupe aussi toutes « les bonnes volontés ».

Le PCF, jusque-là complètement absent des tentatives de luttes dans les quartiers de la ZUP, va s'y introduire par ce biais et y imposer très souvent son point de vue.

Les objectifs initiaux de ce comité : s'attaquer autant aux promoteurs qu'à leur allié objectif à Brest : Lombard et la municipalité.

Il entreprend de réunir les habitants qui pourtant ne se mobilisent guère contre les tours de Bellevue. Lombard est fort de sa réélection en mars 71. C'est l'épreuve de force. La municipalité se refusant de recevoir le comité, celui-ci occupe le hall de l'hôtel de ville de Brest. A la place du maire, ce sont les flics qui vont « recevoir » les représentants des quartiers de la ZUP et les expulsent de la mairie. La presse locale rend compte de cette action qui a un très grand retentissement sur la ville.

Le comité élabore un contre-projet. L'implantation d'un terrain de sport est prévu à la place des trois tours. Proposition réaliste qui est bien comprise de l'opinion.

C'est alors une reculade insensée de la part des militants du PS et du PCF qui mènent ce comité ! Lors d'un meeting au lieu d'exploiter la situation, ils nient devant 100 personnes avoir voulu occuper la mairie. L'action violente fait peur à ceux qui cherchent à récupérer des voix aux élections. Reculade suivie de l'effondrement de l'action. La population ne bouge plus et le promoteur profite des congés de Noël et du Nouvel An pour installer ses grues.



L'action politique par l'intermédiaire du spectacle est-elle possible ? Sans doute, mais le théâtre reste souvent inaccessible et inconnu des sections qui, parfois dans leurs réunions publiques, utiliseront un film !...

Le théâtre, lui, demande de gros moyens financiers, et puis, peu de troupes de qualité acceptent de se produire pour 50 spectateurs populaires...

Signalons donc une initiative qui nous paraît brillante : Paris et sa région possèdent une troupe de comédiens, amateurs et professionnels, qui en dehors de leur travail, font de l'action théâtrale militante : ils ne demandent que la salle, les spectateurs et le remboursement de leurs frais.



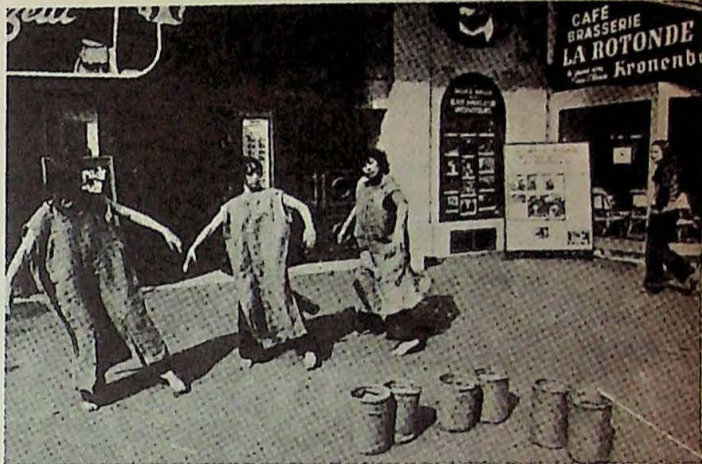
## THEATRE A L'USINE OU DANS LE



— La salle, type préau d'école : 8 mètres sur 8 pour le plateau plus la place pour les spectateurs, hauteur sous plafond 4 mètres, 15 à 20 kw électriques disponibles.

— Les frais : 2 F/km pour le déplacement, et les droits d'auteur, soit environ 100 F.

Ils jouent actuellement l'« Antigone » de B. Brecht, histoire qui se déroule dans la sphère des puissants et des riches. L'Etat, ébranlé par le mécontentement des petits, croit trouver une solution dans le fascisme et la guerre, mais il n'a pas les moyens de gagner cette guerre. C'est dans ce contexte que les



### ➔ suite de la page 13

**En résumé :** Un comité de quartier se constitue autour d'une action anticapitaliste. Il regroupe au départ des militants d'organisations diverses. Il démontre par une occupation d'un lieu public l'alliance MAIRE - FLICS - PROMOTEURS. Puis l'action lui fait peur. Le promoteur réalise librement son projet.

### L'action contre les charges locatives

Cette action va aller beaucoup plus loin tant dans la mobilisation de la population que sur la dénonciation du capitalisme.

En recevant le rappel de charges locatives, les locataires veulent se défendre. L'Amicale des Locataires de ces quartiers, adhérente à la CLN, est décadente. Elle enregistre la justification de l'OPCHLM : il faut payer !

Le groupe PSU de la ZUP intervient alors. Dans un trac il appelle les locataires à l'action de masse et au blocage des charges. L'Amicale et les représentants locaux de la CLN tentent de freiner cette action qui échappe à leur contrôle. Leurs arguments : L'OPCHLM c'est le secteur public auquel il faut se garder de toucher. C'est au niveau du gouvernement qu'il faut intervenir. Votez mieux la prochaine fois !...

Mais le tract PSU a servi de détonateur et l'Amicale doit au départ jouer le jeu. Des meetings sont organisés (200 personnes), une consultation des locataires est réalisée par un groupe d'une quarantaine de volontaires. Plus de 450 locataires sur 600 contactés se prononcent pour un blocage des charges

locatives (rappel et charges mensuelles).

### Les objectifs du mouvement

L'objectif est de remettre en cause le contrat qui lie l'OPCHLM à la société privée qui gère le chauffage. Les prestations : chauffage, eau, etc., doivent être assurées par la collectivité publique. La société de chauffage doit indemniser les locataires mal chauffés (1 sur 7 selon les sondages de l'OPCHLM).

#### Imposer le contrôle des locataires sur les décisions en matière de charges locatives :

La municipalité a fait une erreur en employant le chauffage au gaz. En régime capitaliste, un office public d'HLM est amené à pratiquer la même politique qu'une société privée. Il préfère réduire ses dépenses à l'investissement (pas de pièce aérée pour sécher le linge, pas de calorifugeage des colonnes montantes dans les immeubles) et faire payer plus cher les locataires à la consommation (séchateurs électriques, perte de calories). L'objectif est de faire subventionner les erreurs par ceux qui les ont faites, en créant un rapport de forces favorable aux locataires.

**Obtenir l'incorporation d'une partie des charges locatives dans le loyer brut** de façon à augmenter l'allocation logement. Cela se pratique dans certaines SA HLM pourquoi pas dans un office public ? L'objectif est de faire payer à l'Etat le dérapage des prix sur les charges locatives.

Devant l'ampleur du mouvement, l'Amicale, complètement débordée décide de le stopper. Le président et le trésorier, déclarent qu'ils n'ouvriront pas le compte de blocage.

Les statuts de l'Amicale leur permettent de garder leurs pouvoirs sans partage pour un an malgré 200 locataires qui réclament leur démission. La

Fédération des Locataires du Finistère (CLN) soutient ces démocrates avancés. Le mouvement est stoppé net. Il ne s'en remettra pas.

Pourtant les 40 volontaires, et en leur sein les militants du PSU décident la poursuite de l'action. Ils créent un comité de défense des locataires. Ses méthodes d'action sont nouvelles : une mobilisation permanente de la population des quartiers est entreprise (tracts, meetings, projection du film du CREPAC « Les Zupiens »). Tout le monde a la parole, les responsabilités sont partagées. Le comité intervient de plus dans les autres quartiers de la ville (tracts au personnel de l'OPCHLM, à la sortie des grands magasins, conférences de presse, défilé de voitures, contacts avec les autres amicales de locataires). La presse locale et même nationale rend compte de l'action.

Le blocage des charges peut démarrer au mois de décembre 71. Mais 101 locataires seulement sur les 450 prévus passent aux actes. C'est insuffisant devant l'énorme appareil répressif déclenché contre le mouvement. En effet les charges locatives de l'OPCHLM sont recouvrées par le Trésor Public comme un impôt. Les locataires bloqueurs risquent donc la saisie sur salaire avec une amende (3 à 10 %), si le maire et le sous-préfet signent l'arrêt exécutoire des poursuites. Et ils le signent ! Avant même d'attendre la fin du délai normal de paiement (25 décembre).

Les locataires décident alors le déblocage, estimant que le rapport de forces n'est pas en leur faveur.

En janvier 72 un élément nouveau intervient : les charges locatives augmentent d'environ 50 % (dans un F4 HLM elles passent de 55 F à 85 F par mois). Le comité de défense décide de reprendre le blocage des charges mensuelles du mois de janvier 72 — 90 bloqueurs — c'est un échec. L'assemblée générale décide de nouveau le déblocage et d'attendre une période plus favorable pour relancer l'action (rappel des charges 70-71 au mois d'avril 72...).



La ZUP de Brest, ce sont des quartiers neufs, à la périphérie de la ville...

grands s'entre-déchirent sous les yeux des spectateurs, afin qu'ils en fassent leur profit.

Leurs deux premières représentations ont été organisées par l'intermédiaire de la section de Fontainebleau dans le Centre EDF des Renardières et dans la petite ville de Champagne-sur-Seine. Il



## QUARTIER

est actuellement envisagé de leur organiser un cycle de représentations. Il nous semble très utile que nous ne soyons pas les seuls à faire appel à eux, car nous avons vu combien le théâtre reste un art populaire.

Pour prendre contact avec la troupe :  
— Ecrire à : Marcel Tassimot, 13, rue Julien-Lacroix, Paris 20<sup>e</sup>.

La section de Fontainebleau.

La Commission Internationale du P.S.U. vient de publier :

**Chili, voie électorale et/ou lutte armée**

L'exemplaire : 5 F. En vente à la librairie de « Tribune Socialiste », 9, rue Borromée, Paris (15<sup>e</sup>).

### Le bilan

En ce qui concerne les charges locatives, l'action a surtout permis de mettre en évidence l'exploitation du secteur public par le secteur privé ! D'une action de masse (450 locataires) elle est passée à une action minoritaire (100 locataires). Le rapport de force ainsi créé n'a pas permis de négocier. Les locataires savent où frapper désormais. Le président de l'OPCHLM, qui est aussi le maire de la ville a en effet déclaré que la municipalité fait assez à Brest pour le secteur social du logement. Il n'ira pas plus loin et refuse de compenser le préjudice subi par les locataires (une dizaine de millions d'AF).

Cependant des résultats positifs ont été obtenus sur d'autres terrains :

- La pose des volets (en suspens depuis trois ans) est inscrite au budget de 1972 et doit démarrer au mois de mai 72.
- Les locataires mal chauffés seront indemnisés.
- L'office étudie une incorporation d'une faible partie des charges locatives des loyers bruts. Il paraît qu'en 1971 c'était impossible, illégal... Le comité de défense suit cette étude de près.

En résumé cette action a permis :

- La constitution autour d'objectifs délibérément anticapitalistes d'une équipe de militants auparavant inorganisés.
- La dénonciation concrète du capitalisme.
- La mobilisation momentanée de locataires pour une action crédible, à leur portée. Les oppositions résolues de la classe bourgeoise et les freins du PCF et de la CNL ont cependant réussi à faire échouer le mouvement.

Le groupe PSU de la ZUP tourne depuis trois ans. Après une première phase pour faire le bilan de l'exploitation capitaliste sur la ZUP il se fait connaître publiquement. Il publie un

tract périodique appelé « Les Zupiens ». Son développement numérique a été spectaculaire.

### Le rôle des militants du PSU dans les luttes

Ses buts :

- promouvoir des actions de masse en faisant appel au contrôle permanent de la base qui permet d'éviter la bureaucratie ;
- mettre en avant des slogans comme : la lutte pour le contrôle des charges locatives qui mettent directement en évidence les contradictions du capitalisme et la nécessité d'un combat révolutionnaire.

### La répression de la classe bourgeoise

La loi est au service de la bourgeoisie pour réprimer les conflits entre les locataires et les propriétaires et particulièrement quand celui-ci c'est l'Etat. Les militants ne peuvent s'empêcher de faire un parallèle entre la remise en cause du contrat de travail dans l'entreprise et la remise en cause du contrat de location dans les quartiers. Dans l'entreprise, les luttes ouvrières ont limité l'utilisation unilatérale de la loi par les patrons, dans les quartiers le combat ne fait que commencer.

La municipalité, la sous-préfecture, le Trésor public disposent par le décret du 3 mars 1951 et N° 66-624 du 19 août 1966 de la saisie sur salaire (et d'une amende) pour recouvrer les sommes bloquées par le locataire. A Brest la procédure a été mise en marche :

- un « avertissement sans frais » a été envoyé aux locataires bloqués ;
- l'arrêt exécutoire était prêt, signé. Les moyens juridiques de défense des

locataires sont nuls. Ainsi l'opposition aux poursuites ne se fait que sur des vices de forme. Aussi une telle bataille ne peut-elle être engagée que si le rapport de forces empêche précisément le déclenchement des poursuites. Le comité de défense a parfaitement évalué le risque en n'engageant pas sur ce terrain un combat perdu d'avance.

Les locataires ne peuvent se défendre collectivement car l'association, loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ne le permet pas.

**Le maintien de l'ordre est assuré.**

L'OPCHLM dispose d'un règlement intérieur que signe chaque locataire à son entrée dans l'appartement. Ce règlement brise dans l'œuf toute velléité de résistance. Et si malgré tout la résistance s'organise les pressions individuelles pleuvent : lettres de menaces, pression directe du personnel de l'OPCHLM sur les locataires (« vous serez poursuivis... »).

La police intervient :

- le défilé de voitures organisé par le comité de défense des locataires est interdit ;
- les représentants des associations de la ZUP sont mis hors de la mairie !

Devant cet arsenal dont dispose la classe bourgeoise (sans parler de la presse) il est clair qu'un affrontement direct avec la légalité demande une évaluation correcte des risques et... l'action de masse.

### Une avancée politique

Jamais à Brest l'affrontement direct avec la bourgeoisie n'avait été ainsi entrepris dans une action sur le cadre de vie. Pour le groupe ZUP les points suivants ont été compris par beaucoup d'habitants, parce qu'ils les ont vu concrètement.

**Les contradictions locales du capitalisme.**

Le secteur du logement public est loin d'être un secteur sauvegardé en régime capitalisme. Lui aussi est ame-

né à gérer ses logements comme une société privée en ce qui concerne les charges locatives.

La spéculation immobilière intensive atteint un seuil.

De part et d'autre d'une avenue, six tours : 500 enfants livrés à la rue ! **Les contradictions locales des militants du P.C.F.**

Comme à Etouvie, Hérouville, etc., l'action contre les charges locatives a complètement débordé les militants du PCF. Ils n'ont pas oublié la leçon de mai 68.

Ils ont d'abord essayé de freiner l'action par le canal de la CNL, ensuite en lançant une campagne parallèle à l'action du comité de défense des locataires. Cette campagne reprenait un moyen d'action qui a fait la preuve de son inefficacité : la pétition. Son but était d'obtenir une réunion extraordinaire du conseil municipal. La campagne s'est faite sur le thème de l'illégalité de l'action du comité de défense. Cela a jeté la confusion dans l'esprit de beaucoup de locataires.

Pourtant certains ont compris qu'encore une fois le PCF cherchait à briser un mouvement de masse qui s'est développé en dehors de son contrôle.

### Conclusion

A Brest une bataille est menée contre le capitalisme. Dans le domaine de l'action sur le cadre de vie il s'agit de proposer aux usagers des moyens de se battre maintenant d'une façon efficace contre le capitalisme et ses agents.

Les militants du groupe PSU de la ZUP restent persuadés que si les actions qui sont ici résumées, étaient restées des actions de masse, elles auraient abouti, malgré l'énorme arsenal répressif de la bourgeoisie.

Le mouvement va continuer ! Affaires à suivre...

Groupe de la ZUP.

# L'ENJEU AU VIETNAM

Rien ne peut être plus impressionnant que la décision prise par les responsables militaires vietnamiens de lancer une offensive générale contre les troupes américaines et celles de Thieu. En présentant son prétendu plan de paix en huit points, au mois de février, puis en boycottant les conversations de Paris, Nixon avait créé les conditions d'une impasse politique. Misant sans doute sur la lassitude du peuple vietnamien, autant que sur l'habileté de ses propositions qui semblaient lui donner satisfaction sur de nombreux points tout en sauvegardant l'essentiel des intérêts américains, il espérait obliger Hanoi et le G.R.P. à demander la reprise des négociations sur la base de son plan qui contient en particulier des dispositions sur la façon dont devrait être réglée l'organisation politique au Sud-Vietnam après la fin des combats et qui donnerait par conséquent aux Américains un droit de regard sur la vie politique vietnamienne et une chance de maintenir au pouvoir un gouvernement qui leur reste utile.

Pour ne pas être victimes d'une duperie semblable à celle qu'ils ont déjà connue en 1954, au moment de la signature des accords de Genève, les Vietnamiens ne pouvaient sortir de cette impasse politique qu'en créant un nouveau rapport de forces sur le plan militaire. Entre le risque de perdre en quelques jours, autour d'une table, le droit pour tout un peuple de décider lui-même de son destin, et les difficultés d'une nouvelle offensive militaire, il n'y avait pas à

sant du monde (et qui a mis en œuvre presque toutes ses ressources technologiques pour tenter de l'exterminer faute de pouvoir la réduire), pour que cette population accepte de nouveaux sacrifices, pour qu'elle trouve encore les ressources nécessaires à un nouvel assaut, il faut vraiment qu'elle ait conscience que l'enjeu de la guerre, ce n'est pas de s'affranchir d'une domination étrangère et de pouvoir se doter d'un gouvernement national (les Américains y sont résignés et c'est déjà, dans une large mesure, ce que signifie la vietnamisation), mais que c'est essentiellement la possibilité pour les Vietnamiens de prendre eux-mêmes toutes les décisions qui les concernent, sans qu'elles leur soient imposées par la logique d'un régime où le seul objectif est la recherche du profit, que ce régime soit représenté par des étrangers ou par un gouvernement national.

## Des motivations américaines

Nixon aussi est pleinement conscient que c'est bien là l'essentiel. Il y a quelques années, le Pentagone soutenait que la présence de bases militaires en Extrême-Orient était nécessaire à la sécurité des Etats-Unis : la stratégie de dissuasion exigeait des bases aériennes et des stations-radars aussi près que possible des frontières de l'U.R.S.S. et de la Chine, pour être toujours en mesure, à la moindre alerte, de menacer l'adversaire d'une attaque nucléaire. Mais les satellites d'observation et les fusées intercontinentales, la construction de sous-marins équipés de fusées intercontinentales, ont complètement transformé la situation. A partir des silos situés sur le territoire des Etats-Unis ou à partir des côtes américaines, ces fusées atteindraient leurs objectifs bien plus vite que les bombardiers ne l'auraient fait à partir de Thaïlande, de Turquie ou d'Okinawa. Dès lors, la présence américaine au Vietnam n'a plus de justification stratégique. Ce n'est pas pour cela que Nixon s'y accroche et le départ des troupes américaines n'entraînera pas un affaiblissement du dispositif nucléaire des Etats-Unis.

Que la poursuite de la guerre soit une source de pro-



Soldats nord-vietnamiens à l'entraînement

fits considérables pour toute une série d'entreprises n'est sans doute pas non plus une raison suffisante. Les crédits versés aux marchands d'avions, de bombes à billes ou d'armes électroniques le seraient tout aussi bien aux fabricants de fusées ou aux constructeurs de satellites.

## ... au Plan Nixon

Bien sûr, les firmes américaines trouvent au Vietnam d'autres sources de profits, par exemple par l'exploitation des ressources naturelles : la découverte de gisements de pétrole au large des côtes vietnamiennes constitue une raison supplémentaire pour que les Etats-Unis n'arrêtent pas le conflit. Seulement, ce ne sont pas seulement des intérêts américains qui sont engagés là : Elf-Erap s'y trouve aussi (cette belle entreprise d'Etat joue exactement le même rôle que n'importe quelle firme à capitaux privés, et les travailleurs d'Elf-Erap doivent savoir que la prospérité et le développement de leur entreprise passent par le massacre des Vietnamiens et la destruction du Vietnam, ce qui prouve, si c'était encore nécessaire, le caractère illusoire des nationalisations dans un régime dont tous les mécanismes sont restés capitalistes). Et puis surtout, il y a bien d'autres zones où l'on trouve du pétrole ou du caoutchouc, plus faciles à exploiter, et tous comptes faits, il n'est pas certain que les capitaux

investis au Vietnam soient actuellement très rentables. Alors, la raison profonde du refus américain de mettre fin à la guerre, il faut la chercher dans le plan Nixon lui-même. La seule chose qui ne soit pas acceptable, celle à laquelle l'impérialisme américain ne peut pas se résigner, c'est qu'il n'y ait plus à Saïgon un gouvernement qui maintienne les bases politiques du capitalisme, c'est-à-dire un régime qui assure la diffusion de l'idéologie nécessaire à l'économie de profit, et qui en tout cas exerce une répression aussi efficace que possible contre tous ceux qui la remettraient en cause. Sur tous les autres points, l'administration américaine est prête à céder. Là-dessus, elle reste intransigente : non seulement le plan Nixon prévoit comment se dérouleront les élections au Vietnam, mais il ne dit pas du tout que les navires (et spécialement les porte-avions) américains seraient retirés de la zone, et si les G.I.'s ont assuré l'élection de Thieu (qui exprime tellement bien la volonté populaire que même les Etats-Unis sont prêts à le sacrifier) les porte-avions assureraient tout aussi bien celle d'un homme peut-être moins représentatif, mais tout aussi sûr.

## Une lutte qui nous concerne

Il serait très dangereux d'imaginer que l'offensive

des troupes vietnamiennes est le premier acte d'un nouveau Dien-Bien-Phu et de conclure à un échec si, dans les quelques jours à venir, on n'assiste pas à un effondrement militaire américain : Malgré la rapidité de l'avance vietnamienne, il est probable que les Etats-Unis conservent des possibilités de résistance considérables, et l'enjeu est tellement important que tous les moyens sont employés, depuis l'accroissement des bombardements jusqu'au rappel de la possibilité d'un chantage nucléaire. Même si les Etats-Unis ne sont pas décidés à monter les enchères jusque là, la simple allusion à cette éventualité peut jouer un rôle important dans l'aide que l'U.R.S.S. apporte au Vietnam.

Comme le conflit entre l'Inde et le Pakistan, la guerre du Vietnam prouve qu'il existe quelques zones et quelques circonstances où l'une des grandes puissances peut essayer de marquer des points contre l'autre en soutenant un conflit armé, et il est certain que l'aide militaire apportée par l'U.R.S.S. joue un rôle primordial dans l'offensive vietnamienne en cours. C'est bien pour cela que Nixon s'efforce de la limiter. En affirmant que les Etats-Unis pourraient employer « tous les moyens », en mettant en balance l'aide soviétique et les négociations en cours sur la limitation des armes stratégiques, il entend rappeler à Moscou que le jeu a des limites et que les rapports entre les Grands restent dominés par l'équilibre de la terreur.

En fonction de cette situation, l'essentiel pour nous est de ne pas croire que c'est un échec si cette offensive-là n'aboutit pas encore à la victoire totale, mais surtout de comprendre ce que Nixon a parfaitement appris, c'est-à-dire que ce qui se passe au Vietnam ne concerne pas seulement les Etats-Unis et l'impérialisme américain, mais que cela concerne le capitalisme en général. Ce qui est en cause, c'est l'étendue de la zone dans le monde où les rapports entre les hommes sont commandés par l'économie de profit ; c'est la possibilité d'affaiblir l'impérialisme en général et de réduire son champ d'action. Ce qui se joue au Vietnam, c'est donc aussi une étape de la lutte pour le socialisme en Europe.

Face à l'offensive des forces vietnamiennes, Nixon ne répond que par la reprise et l'intensification des bombardements, l'arrêt des conversations de Paris et la décision de recourir éventuellement à « tous les moyens » pour empêcher la défaite du gouvernement fantoche de Saïgon. Malgré l'annonce du retrait de troupes, l'administration américaine est décidée à maintenir à tout prix la présence et les intérêts américains au Vietnam.

Le B.N. du P.S.U. appelle les travailleurs à exprimer leur solidarité avec les peuples d'Indochine, notamment en participant aux manifestations qui seront organisées dans le cadre du F.S.I.

hésiter. Mais il fallait le faire. Pour qu'une population qui mène depuis des années une des guerres les plus effroyables qu'on ait connues contre le pays le plus puis-



# ARGENTINE: LE PERONISME ET SES GAUCHISTES

En préparation du prochain conseil national des 27 et 28 mai où sera discutée la stratégie internationale du P.S.U., il n'est pas inutile de sortir de notre cadre politique national pour s'attacher à mieux comprendre les transformations qui s'opèrent dans le monde. D'ores et déjà nous devons exprimer notre solidarité vis-à-vis de tous ceux qui partout livrent le même combat pour la victoire du socialisme, car la révolution socialiste sera mondiale ou ne sera pas.

## L'enlèvement de Sallustro

On a beaucoup parlé de l'Argentine ces derniers temps, à l'occasion de l'enlèvement par l'ERP (1) d'Oberdam Sallustro, directeur local de Fiat. Face à l'ampleur de la lutte armée, qu'ont entreprise les organisations révolutionnaires argentines (2), depuis la prise du pouvoir par les militaires en juin 1966, cet événement ne devrait avoir d'autre valeur qu'épisodique. Or, la personnalité de Sallustro (la plus importante depuis l'exécution d'Aramburu par les péronistes en 1970) donne une large publicité à l'action directe des révolutionnaires dans une période marquée par une fièvre électorale inaccoutumée. En effet, pour la première fois depuis longtemps, l'Argentine va peut-être connaître, en mars 1973, des élections libres.

Dans la perspective du retour des militaires dans leurs casernes et d'un ordre constitutionnel retrouvé par la magie des urnes, les partis traditionnels, à peine sortis de la semi-clandestinité comme l'UCR (3) et le Parti Justicialiste (péroniste « orthodoxe ») sont tacitement d'accord avec la dictature du général Lanusse, pour rétablir l'ordre dans la rue.

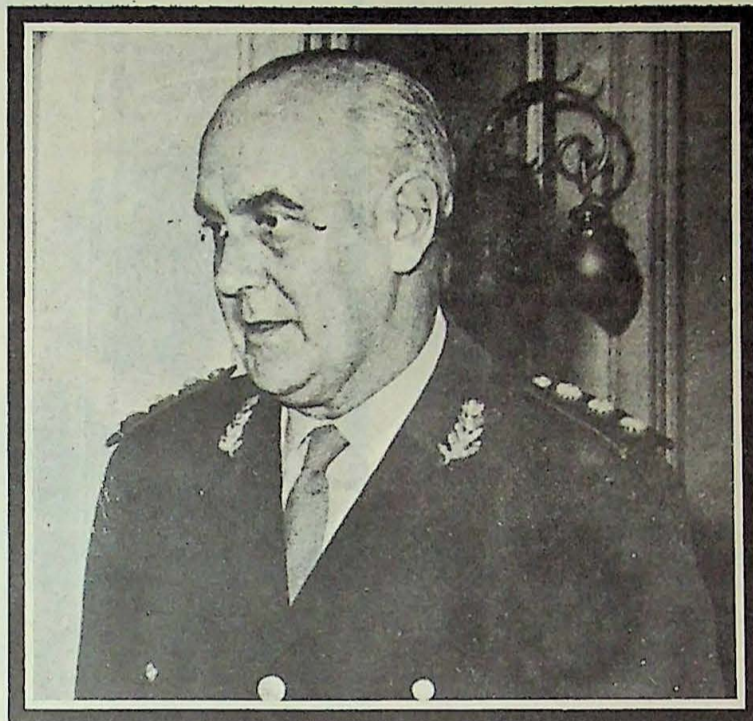
Il n'appartient pas aux révolutionnaires argentins de se mobiliser sur des mots d'ordre électoralistes, visant au rétablissement de la démocratie bourgeoise.

La théorie de la révolution par étapes, chère aux stalinien a depuis longtemps montré les limites de l'usage de la légalité dans la construction du socialisme en Amérique latine et ailleurs. (Il suffit d'évoquer les difficultés d'Allende pour s'en persuader.) Par la multiplication des actions directes, c'est l'illusion électoraliste que dénoncent nos camarades argentins.

## Le régime militaire a accentué les contradictions

Le général Lanusse exerce le pouvoir depuis un an sur une société en crise, sur une économie en faillite.

Les prêts substantiels des Etats-Unis et du Fonds Monétaire Inter-



Le général Alejandro Lanusse. (Photo AGIP.)

national (4) ont pour effet d'accélérer l'inflation, d'augmenter le coût de la vie (34,7 % en 1971), le chômage et la dette extérieure (4,8 milliards de dollars en 1971). On comprend que dans cette atmosphère de banqueroute, le général Lanusse songe à préparer sa sortie ou son élection avant qu'un nouveau coup d'Etat militaire ne vienne instaurer un régime à la brésilienne.

Son échec politique est tout aussi flagrant. Malgré les emprisonnements arbitraires, les tortures, les assassinats qui ont marqué le durcissement de la répression, l'enlèvement de Sallustro suffit à prouver que Lanusse n'a pas réussi à mettre hors de combat les guérilleros dont il annonçait cyniquement la liquidation à 85 %.

Mais le point capital dans cette situation, c'est la rupture dans les faits du mouvement péroniste. Le péronisme qui est le trait le plus caractéristique de la politique argentine depuis trente ans, arrive aujourd'hui à un point de rupture. Ce mouvement sans doctrine, sans idéologie, bénéficie de ce fait d'une capacité de manœuvre qui lui a permis de rassembler une force politique issue de tous les horizons. L'allégeance à Péron (5) a pour signification, la volonté de débarrasser l'Argentine du carcan de la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme.

A présent deux péronismes s'opposent, au niveau de l'organisation, au niveau de la nécessité d'un choix idéologique (celui du marxisme pour certains) au niveau de l'action politique (réformisme ou révolution).

D'une part les bureaucrates du parti justicialiste et de la CGT (Jorge Daniel Paladino, Jorge Antonio, etc.) mettent en avant une tactique électoraliste d'alliance avec la bourgeoisie. D'autre part les groupes révolutionnaires (FAR - FAP - Montoneros) solidaires des autres groupes révolutionnaires (tels les trotskystes du PRT-ERP) ont choisi la guérilla urbaine, pour susciter, en relation avec des conflits de classes extrêmement violents, l'identification du péronisme à la lutte pour la révolution socialiste.

A cet égard, la rupture entre les « gauchistes » et les bureaucrates du mouvement péroniste ressemble avec quelques nuances importantes (notamment la différence fondamentale de situation qui justifie la lutte armée) à l'option révolutionnaire qui s'affirme à travers le monde, contre la perpétuation des illusions du passage au socialisme par la voie pacifique.

## La péronisation durable du prolétariat argentin

L'activité récente des Montoneros péronistes et l'enlèvement du directeur de Fiat-Argentine, démontrent dans les faits l'opposition des révolutionnaires péronistes-marxistes (les marxistes deviennent péronistes et les péronistes se marxisent) au retour à une démocratie bourgeoise, dont on veut donner la preuve par des élections générales.

Cependant, jamais depuis 1955, Péron n'a eu autant de chances de retourner en Argentine à la faveur d'une victoire aux urnes. En préparation du scrutin de 1973, les alliances se renversent et l'on voit les ennemis d'hier se réconcilier dans le mouvement du « Grand Accord National » (GAN) où sont réunis la très bourgeoise UCR de Ricardo Balbin et le Parti Justicialiste. Ayant retrouvé leur personnalité juridique depuis quelques semaines, ces deux partis comptent déjà un million d'adhérents. Arturo Frondizi (6) longtemps compromis avec les militaires, s'est déclaré finalement lui aussi en total accord avec Péron.

Les grandes manœuvres du GAN n'ont d'autre signification que de sceller l'alliance, prolétariat-bourgeoisie nationale, contraire aux intérêts des « descamisados » (7) mais combien profitable aux carriéristes de tous bords qui aujourd'hui comme il y a vingt ans, s'engagent dans l'impasse des manipulations bureaucratiques.

Les révolutionnaires ne s'y trompent pas et la position des FAP notamment, est d'une hostilité sans équivoque. Ils dénoncent la manœuvre d'intégration du prolétariat argentin en ces termes :

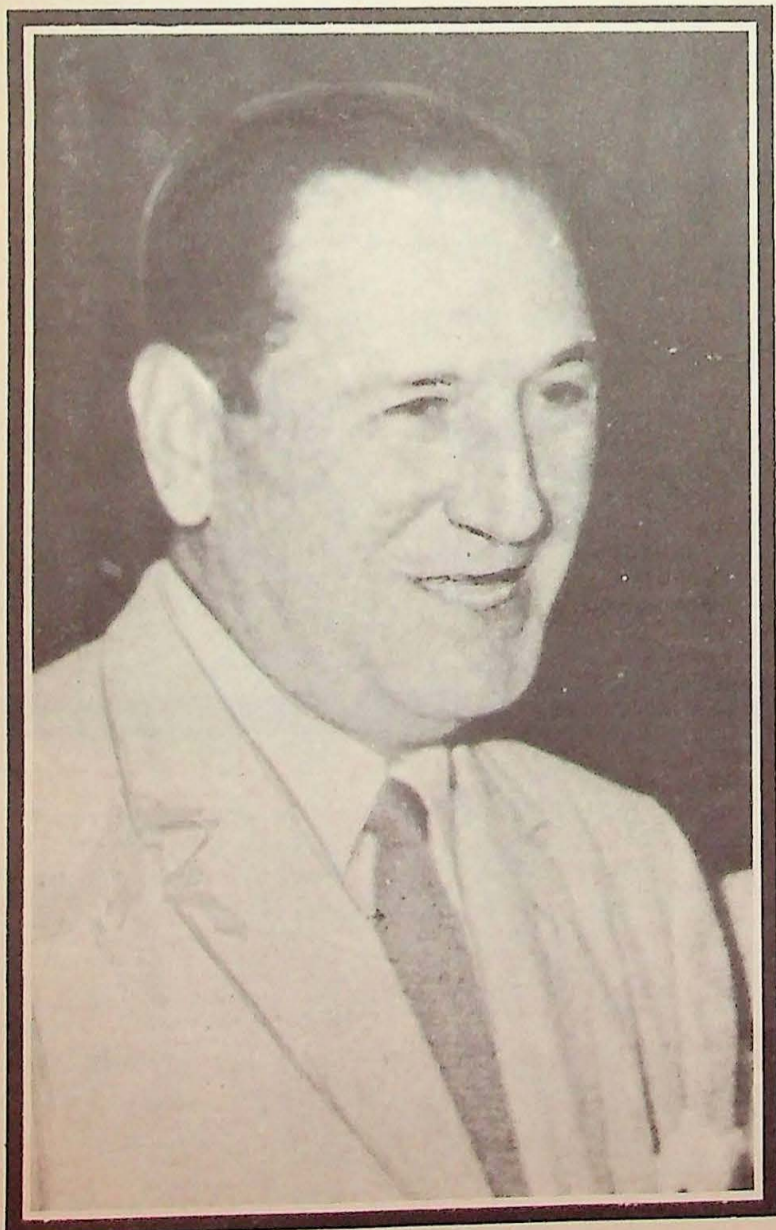
« Le Grand Accord National est l'alliance de l'oligarchie industrielle pro-impérialiste, du mythe libéral du multipartisme et de la bureaucratie politique et syndicale du péronisme... Pour mener à bien ses plans, la dictature militaire compte, à l'intérieur du mouvement péroniste sur une bureaucratie qui tente à travers son projet de collaboration de classes, de transformer les objectifs révolutionnaires du peuple péroniste en objectifs réformistes, qui empêchent le peuple d'accéder à sa totale libération. » (8).

Quant à Péron, s'il a condamné l'enlèvement de Sallustro, il n'a jamais rejeté ses partisans les plus extrémistes, pas plus qu'il n'avait cédé en mars 1971 aux manœuvres de Paladino (chef de file du mouvement national péroniste) l'incitant à rentrer en Argentine à la faveur du dernier remue-ménage militaire (le coup d'Etat de Lanusse). Malgré la position conciliatrice entre les deux tendances les plus marquées du mouvement qu'il incarne, Péron risque, en se faisant le champion des changements pacifiques et en rejetant l'action directe au profit du jeu électoral, d'être à l'heure d'un choix qu'il a reculé indéfiniment.

Certains croient ne pas s'y tromper mais en dernière analyse, un bon nombre de révolutionnaires conservent l'étiquette péroniste car, à tort ou à raison, c'est le seul mouvement de masses à l'échelle du continent américain qui dynamise et organise des centaines de milliers de travailleurs.

Dans la lutte qu'ils ont engagée contre leur bourgeoisie nationale et l'impérialisme, les révolutionnaires argentins ont décidé de compter avec la « péronisation » durable des masses, mais en maintenant une rupture totale avec la bureaucratie politique et syndicale qui freine la lutte des classes. Voir dans le péronisme, une simple forme de populisme a permis trop longtemps de nier la complexité du phénomène. Ne jetons pas les révolutionnaires péronistes aux poubelles d'une histoire qu'ils continuent d'écrire avec leur sang.

Bernard Lévy.



Juan Peron. (Photo A.D.P.)

(1) E.R.P. : Armée Révolutionnaire du Peuple, branche militaire du P.R.T., Parti Révolutionnaire des travailleurs, section argentine (trotskystes) de la IV<sup>e</sup> Internationale.

(2) Citons les Forces Armées Révolutionnaires (F.A.R., péronistes) ; les Forces Armées Péronistes (F.A.P.) ; les Montoneros (péronistes).

(3) U.C.R. Union Civique Radicale. Parti de la bourgeoisie libérale. Deux passages au pouvoir. De 1916 à 1930 avec Irygoyen. De 1958 à 1966 avec Frondizi. Deux fois chassée par les militaires.

(4) Le F.M.I. a accordé un crédit de 265 millions de dollars en 1971 et un prêt de 60 millions. Les U.S.A., 245 millions (Ecimbank, Trésor américain, banques privées).

(5) Au pouvoir de 1945 à 1955. (6) Elu président de la République en 1958 grâce aux voix des Péronistes qu'il s'est empressé de trahir.

(7) « Sans-chemises » ouvriers, paysans partisans de Péron.

(8) Ce texte est extrait d'un document des F.A.P. publié en décembre 1971 par la revue argentine « Nuevo Hombre » n° 21. Il est inédit en France.

# CRISE EN R.F.A.

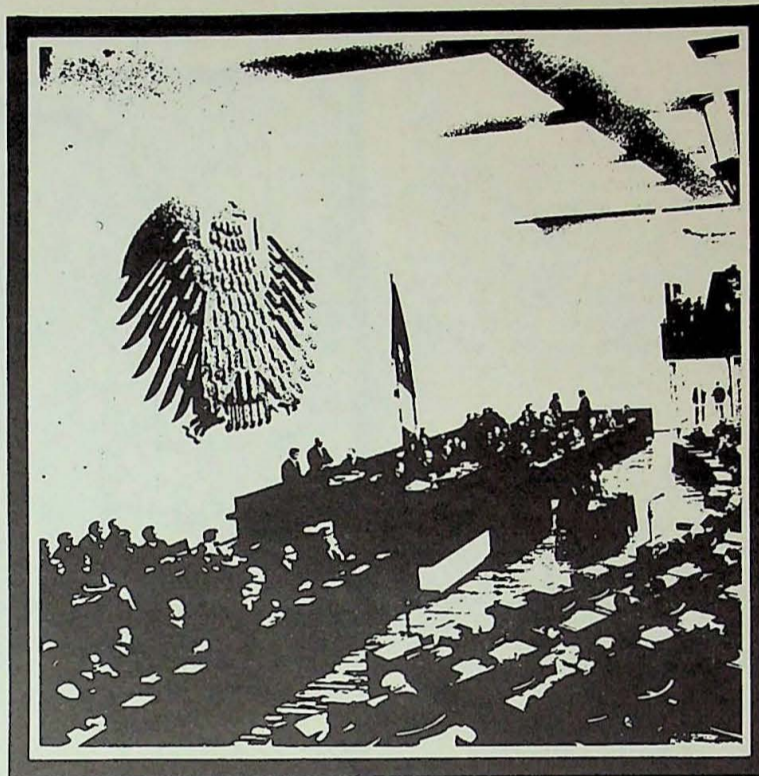
Du 23 au 25 février, le Parlement fédéral a débattu en première lecture des traités de Moscou et de Varsovie, en vue de les ratifier. Lors des débats du Conseil fédéral, qui avaient eu lieu peu auparavant, la C.D.U.-C.S.U., qui y détient la majorité des sièges, s'était contentée de faire part de ses réserves et de demander des éclaircissements supplémentaires. Ces débats n'ont apporté aucun élément nouveau : les parties en présence n'ont fait que préciser leurs points de vue.

Rainer Barzel, au nom de la C.D.U.-C.S.U., a proposé de « laisser dormir les traités », ce qui reviendrait, selon W. Brandt, à les rejeter ; F.J. Strauss, a jugé que le non aux traités était encore le moindre mal, mais que la politique orientale du gouvernement favorisait la montée du radicalisme de gauche en R.F.A. ce qui relève dans ce pays de la démagogie pure et simple ; G. Schröder (C.D.U.) a tenu, malgré une position nuancée, à rendre le gouvernement seul responsable de la situation qu'engendrerait un rejet de ces traités par le Parlement. C'est là un argument tactique qui méconnaît totalement l'actuelle conjoncture internationale.

En fait, chacun sait plus ou moins clairement aujourd'hui en R.F.A. que le rejet des traités de Moscou et de Varsovie mettrait la R.F.A. au ban du monde, la transformerait en fauteur de troubles.

Ce n'est qu'au lendemain de ces délibérations que s'est développée en R.F.A. une atmosphère de crise, ce qui d'ailleurs n'était pas seulement lié à ces questions de politique étrangère, mais également à des difficultés intérieures : le secrétaire d'Etat Heinz Haller, du Ministère des Finances, donnait sa démission, afin de montrer qu'il était en désaccord avec son ministre, Karl Schiller, qu'on accuse de plus en plus de vouloir saboter la réforme fiscale. Mais c'est le changement de camp du fonctionnaire de l'Organisation des réfugiés allemands, Herbert Hupka, qui a été surtout exploité par la presse réactionnaire pour créer de façon plus ou moins artificielle cette atmosphère de crise. H. Hupka a quitté la S.P.D. pour protester contre la politique orientale de son parti.

Il a été aussitôt admis à l'unanimité dans le groupe parlementaire



Le Parlement allemand en séance.

Malgré l'atmosphère de crise latente, il convient de ne pas négliger certaines données du problème. Aussi désireuse soit-elle de reprendre le pouvoir, la C.D.U.-C.S.U. n'a aucun intérêt à voir le Parlement rejeter les traités de Moscou et de Varsovie. Que Hupka rallie ses rangs, c'est là un événement qui sert sa propagande, mais il est permis de douter qu'à l'heure actuelle la C.D.U. souhaite voir le rapport des forces continuer à se transformer en sa faveur. La C.D.U. n'a guère envie qu'on puisse lui reprocher d'avoir replongé la R.F.A. dans l'isolement d'où W. Brandt l'avait tirée grâce à une politique de détente que soutiennent tous les alliés de la R.F.A. On prête à Barzel la tactique de dire non aux traités dans la mesure où leur ratification est assurée. Les déclarations tumultueuses de la presse, ou même les menées ultra-réactionnaires de Strauss ne prouvent nullement qu'il ait changé d'avis. Walter Scheel, le ministre des Affaires étrangères de la R.F.A., n'a pas eu tort en ce sens de constater au lendemain des débats du 23 au 25 février que le non de l'opposition s'était affaibli.

## LE PEUPLE FRANÇAIS

Revue d'Histoire Populaire  
16, rue Marthe-Edouard, 92-Meudon

Le n° 6 est paru

Au sommaire : Les Mouvements unis de Résistance, « Les Rustauds », baigne et déportation, la clôture des mendians, la milice sous Louis XIV, l'affaire de Sarre (sept. 1939), la Commune de Romans, la condamnation de Galiée, la naissance de la République démocratique au Vietnam, le courrier du passé, les commerçants de guerre : 1914-18.

Prix du numéro : 3 F

Abonnement : 10 F par an

à verser au C.C.P. 2.091.25 PARIS à l'ordre de M. Alain DELALE  
En vente à la Librairie « T.S. », 9, rue Borromée, PARIS XV<sup>e</sup>

de l'opposition chrétienne-démocrate.

Le départ d'Hupka fait donc perdre une voix de plus à la coalition gouvernementale — après le départ, il y a plusieurs mois déjà, des députés F.D.P. S. Zoglmann et E. Mende. Celle-ci se trouve n'avoir plus que 250 voix, quand la majorité absolue se situe à 249 voix. Mais voilà bien longtemps que le groupe social-démocrate ne comptait plus sur cette voix de H. Hupka. A cela s'ajoutait cependant le fait que le député libéral von Kühlmann-Stumm faisait savoir, au même moment qu'il n'excluait pas de voter contre les traités. Ce dernier a entre-temps précisé qu'il faisait seulement dépendre sa décision finale d'éclaircissements supplémentaires et que s'il devait abandonner son mandat de parlementaire, il le remettrait à son parti. Au début de la semaine passée, le Spiegel croyait avoir découvert que quatre autres députés étaient sur le point de quitter la coalition gouvernementale. Mais les quatre députés concernés ont démenti de façon crédible.

La S.P.D.-F.D.P. dispose donc aujourd'hui encore des voix nécessaires pour obtenir la majorité absolue. La situation n'est pas toutefois si rose qu'on ne parle pas d'élections anticipées, ce qui ne serait possible en R.F.A. qu'au terme d'une longue procédure, vu l'existence du « vote de méfiance constructif » : cela veut dire que

l'opposition pourrait éviter la dissolution du Parlement, si elle arrivait à rassembler suffisamment de voix pour faire élire un chancelier de son choix.

## Crise latente...

W. Brandt est en tout cas décidé, lors du vote final sur les traités de Moscou et de Varsovie, à poser la question de confiance et à engager ainsi la responsabilité de son gouvernement sur cette question primordiale de l'entente avec les pays de l'Est. D'ici là, il y aura eu des élections régionales en Bade-Wurtemberg (le 23 avril), où gouverne encore tant bien que mal une grande coalition C.D.U.-S.P.D. Ces élections, qu'on le veuille ou non, auront valeur de test, ne serait-ce que parce que les partis s'appliqueront du côté gouvernemental à montrer que de l'issue de ce scrutin dépend le rapport des forces au sein du Conseil fédéral : une victoire de la S.P.D. et de la F.D.P. donnerait au gouvernement la majorité au sein de cette assemblée. On pourrait alors voir dans ce vote une manifestation de soutien à l'actuelle politique de détente du gouvernement Brandt-Scheel.

## ... d'une société bloquée

Il n'y a aucune raison de penser que W. Brandt songe à des élections anticipées d'ici le début du mois de mai, date à laquelle le Parlement sera appelé à ratifier en deuxième lecture l'ensemble des traités de Moscou et de Varsovie. La question ne deviendrait actuelle, que si le gouvernement devait être, à cette occasion, mis en minorité. La coalition S.P.D.-F.D.P. pourrait alors mener une campagne électorale centrée sur les problèmes de politique étrangère, domaine dans lequel elle devrait pouvoir compter sur un large appui populaire.

Tous ces débats, à vrai dire, ne font guère avancer les réformes intérieures, qui ont été sacrifiées par la S.P.D.-F.D.P. aux besoins de la politique extérieure. Mais ce n'est pas non plus l'opposition chrétienne-démocrate qui pourrait transformer la société allemande. Sur ce plan le blocage demeure complet.

## 7<sup>e</sup> CONGRES DU P.S.U.

LILLE - JUIN 1971

LE ROLE DU P.S.U.

LES TEXTES DU CONGRES

L'exemplaire ..... F 4,00  
par 10 exemplaires ..... F 3,50  
par 50 exemplaires ..... F 3,30

Paiement à la commande à adresser à :  
TRIBUNE SOCIALISTE  
9, rue Borromée - Paris (15<sup>e</sup>)  
C.C.P. 58-26-65 Paris

## notes de lecture

Beaucoup de camarades n'ont pas lu *L'Aveu* (1) d'Arthur London parce que c'est un gros livre qui coûtait cher. Il est paru aujourd'hui dans une collection de poche. Il se lit comme un roman. Hélas, ce n'est pas un roman. Car

la réalité vécue par London, aucun auteur n'aurait pu l'imaginer.

Fin 1968, lorsqu'est sorti le livre, on pensait que la Tchécoslovaquie des années cinquante était loin. En dépit des chars soviétiques à Prague, on pensait qu'il n'était pas possible que « ça » recommence. Et pourtant, quand on lit *L'Aveu* aujourd'hui, on a froid dans le dos. Car de nouveau des dizaines de communistes — ceux du printemps — sont dans les geôles du « parti qui a toujours raison ». Peut-être apprendra-t-on bientôt que ces ennemis du socialisme sont tous d'origine juive, comme ceux du procès Slansky-London ; qu'ils sont des espions titistes-trotskyistes (sic !) et que s'ils sont revenus vivants de Buchenwald et de

Mauthausen, c'est qu'ils étaient des agents de la Gestapo. Une fois tournée la dernière page de *L'Aveu*, on enrage contre Staline, Béria et toutes les polices de la terre.

## Des parodies sanglantes

Annie Kriegel, historienne du P.C.F., démontre dans son dernier livre (2) que ce réflexe n'est pas bon. Certes, elle ne donne pas « la » solution qui éclairerait l'apparente absurdité de ces parodies sanglantes. Mais elle énonce des hypothèses qui ont sans doute chacune leur part de vérité. Pour A. Kriegel, les procès ne sont pas

une pure manifestation de délire policier, même s'il y a de cela. Il y a aussi le rapprochement soviéto-arabe des années cinquante qui exige qu'un complot contre le socialisme soit monté par des juifs (à l'époque, on n'avait même pas la pudeur de parler de sionistes). Il y a la phrase de Trotsky « Le parti a toujours raison » qui permet aux manipulateurs de celui-ci de se servir de la foi religieuse du peuple envers lui. Il y a les traditions nationales qui expliquent un climat psychologique propre à chaque pays, de l'abjection ostentatoire des possédés de Dostoïevski à la raideur petite-bourgeoise du Prague Kafkaïen. Il y a enfin, et c'est peut-être le pire, le mythe communiste d'un peuple juste par essence trompé et exploité par « les autres ».

Ces deux livres, écrits par des partisans du socialisme, sont un avertissement redoutable : la société que nous voulons n'a d'avenir que ce dont notre pratique d'aujourd'hui est porteuse. La démocratie et la liberté de demain sont à l'image de nos paroles et de nos actes quotidiens. Le peuple et l'au-delà des prophètes n'existent pas.

J. Gallus.

(1) « *L'Aveu* ». Arthur London. Folio 8 F.  
(2) « *Les grands procès dans les systèmes communistes* ». Annie Kriegel. Idées. 4 F.

# DES DONNEES NOUVELLES EN IRLANDE

En annonçant aux Communes le 24 mars que son gouvernement prenait en main l'administration de l'Irlande du Nord, Heath reconnaissait l'inefficacité de la politique pratiquée jusqu'alors en Ulster.

La répression qui s'abattait sur la population catholique depuis le début de l'internement en août 71, s'était montrée incapable de résoudre le problème irlandais. L'idée selon laquelle l'IRA était isolée s'est révélée fautive.

Les mesures qui ont été prises ont pour but de tenter de réaliser cet isolement de l'Armée républicaine. D'un autre côté leur résultat immédiat est une plus grande fermeté et une unité plus large des protestants.

## La réaction des protestants

En effet, Faulkner en refusant le plan de paix que lui proposait Heath (consultations périodiques sur la réunification, réduction progressive de l'internement, transfert des responsabilités de maintien de l'ordre du Stormont à Westminster) a montré que son gouvernement unioniste n'était pas prêt à accepter un compro-

mis, et il a satisfait en cela le fasciste Craig et ses troupes de l'Ulster Vanguard. Ce dernier s'est déclaré prêt à utiliser la force et a lancé un appel à la désobéissance civique et à la résistance à l'administration Whitlaw (1).

## Position de l'IRA

Les deux branches de l'IRA se sont, dès l'annonce de l'administration directe, déclarées hostiles à ce plan. La branche Provisional déclare : « L'institution du régime d'administration directe n'est pas acceptable par le mouvement républicain irlandais (...). En instituant l'administration directe de Londres, le gouvernement britannique a refusé de reconnaître que seuls les Irlandais, agissant sans intermédiaire, peuvent résoudre les problèmes qui se posent à notre pays. »

(...) « Nous lançons un appel spécialement à nos concitoyens de foi protestante pour qu'ils retiennent toute action qui pourrait aider les Anglais à imposer l'administration directe. » Dans un autre communiqué le Sinn Fein (provisional) explique pourquoi l'administration directe n'apporte aucune



L'entrée d'un ghetto protestant à Belfast

solution aux 3 points avancés par l'IRA le 10 mars. Le premier point demandait le retrait des troupes britanniques d'Irlande et la reconnaissance du droit du peuple irlandais de décider de son avenir. Sur ce point, la proposition de référendum dans les 6 comtés est inacceptable pour le mouvement républicain, pour lequel la

question nationale doit être décidée sur les 32 comtés. Le second point demandait l'abolition du Stormont et non sa suspension temporaire. Le troisième revendiquait l'amnistie complète pour tous les prisonniers irlandais, et non la libération de quelques internés.

## Situation actuelle

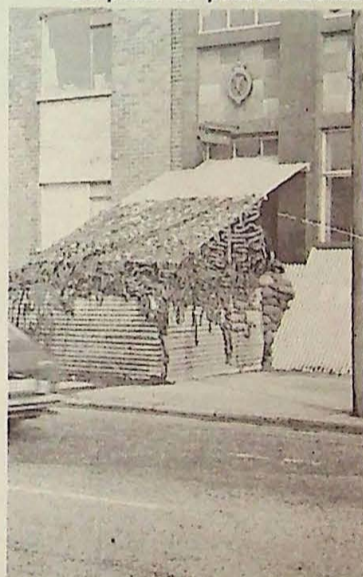
Bien que les deux communautés se soient prononcées contre le « Direct Rule », la situation se trouve profondément modifiée. La population catholique ressentant la possibilité de négocier pourrait se retourner vers les réformistes bourgeois du SDLP (2). Déjà une petite manifestation de femmes contre l'IRA s'est déroulée à Belfast, vite transformée en manifestation pour l'IRA. Mais quelques semaines après cette nouvelle administration il semble que l'IRA ne soit pas prêt de se retrouver isolée en raison des agressions et des opérations de « backlash » (3) entreprises par les activistes protestants.

(1) Le consul britannique nommé par Londres pour administrer l'Ulster.

(2) Parti travailliste social-démocrate. Existe depuis 2 ans. Ce parti regroupe 6 députés retirés du Stormont. Les travaillistes britanniques et le gouvernement de Dublin le soutiennent.

(3) « Retour de manivelle », actions de représailles du type mitraillage de civils catholiques sur un trottoir, attaque d'écoles catholiques.

Un poste de police à Belfast



## LETTRE DE L'U.V.F. AUX PARENTS D'UN JEUNE ASSASSINÉ

Loughgall,  
Co-Armagh  
1<sup>er</sup> février 1972

Cher Monsieur et Madame Wray (James et Sarah),  
Je n'ai aucun regret pour la mort de votre fils (James). Il n'y a pas tant de discours ou de bruit quand quelques pauvres soldats ou policiers sont brutalement assassinés de sang-froid par « l'Irish Rats Association » (Association des Rats Irlandais). Oui, l'IRA sont des lâches, ainsi, votre fils ne fut pas tué par la balle d'un lâche, et il ne fut pas assassiné, mais joyeusement tué parce qu'il était un terroriste, ainsi que ses douze amis rebelles.

Souvenez-vous aussi que nos troupes ne servent pas en territoire étranger, l'Irlande du Nord est une partie du Royaume-Uni, donc l'armée est chez elle en territoire britannique. Si vous n'aimez pas vivre dans ce pays, pourquoi ne partez-vous pas au Sud ou à l'Ouest dans ce foutu Etat libre ? Ainsi, on n'aurait plus à vous payer les allocations que vous acceptez joyeusement sous le régime de « Sa Majesté la Reine ».

« Puisse le doux Jésus avoir pitié de son âme » ; Ha, ha ! Quel rire, c'est ce qu'écrivait le « Irish News » à la mort de votre fils. Ce que vous auriez dû déclarer, c'est : « Puisse l'enfer le rôtir, lui, et le reste de ses compagnons. »

Votre fils est un enclulé et un con de Fenian (2), il était plein de haine mais il peut dire au revoir à la gloire. Vous êtes damnés, « famille Wray » ; sortez de votre maison ou le feu vous en fera sortir. L'Ulster est britannique, Dieu Garde la Reine, pas de reddition.

Vos ennemis,  
Les dirigeants de l'UVF.

(1) Ulster Voluntary Force.  
(2) Membre d'une association irlandaise formée en 1861 pour libérer l'Irlande. Ses projets ont été repris par les Sinn-Fein.

## COMITÉ DU MAIDSTONE

Le navire-prison « Maidstone », dans la baie de Belfast, renferme des prisonniers républicains ou supposés tels. Dans un communiqué du 30 mars, le Comité du Maidstone, qui regroupe les détenus, déclare :

« Les prisonniers sont toujours soumis à un régime de terreur. Nous passons jusqu'à vingt heures par jour en dessous des ponts (...). Les conditions pour dormir sont indignes d'un pays civilisé. Les prisonniers dorment dans des lits superposés à 3 niveaux, dans des dortoirs qu'ils partagent avec les ordures et de vieilles boîtes de conserve (...). La grève de la faim des prisonniers entre dans sa quatrième semaine.

En conclusion, nous déplorons que des politiciens acceptent l'initiative de Westminster, alors que des Irlandais sont détenus dans des camps de concentration et des prisons. » (APL 6 avril.)

## Une étude d'actualité

PHILIPPE BAUCHARD

LES SYNDICATS EN QUÊTE D'UNE REVOLUTION

« Plus trotskystes que communistes, plus anarchisants que socialistes, plus libres, plus souples, plus modernes que les partis, ils représentent une nouvelle forme de pouvoir. »

BUCHET/CHASTEL

# ORGANISER LES LUTTES A L'ECHELLE EUROPEENNE

Depuis le début de la campagne référendaire le président Pompidou, et tout le gouvernement livrent une double bataille :

— d'abord démontrer que leur ralliement à l'Europe patronale ne suppose aucune infidélité par rapport à la pensée et à l'action gaulliste ;  
— ensuite s'attaquer à tous ceux qui, malgré le déchainement des grandes orgues de la propagande gouvernementale, persistent à ne pas vouloir entrer dans le jeu piégé de ce référendum et entendent signifier leur hostilité en s'abstenant ou en votant nul.

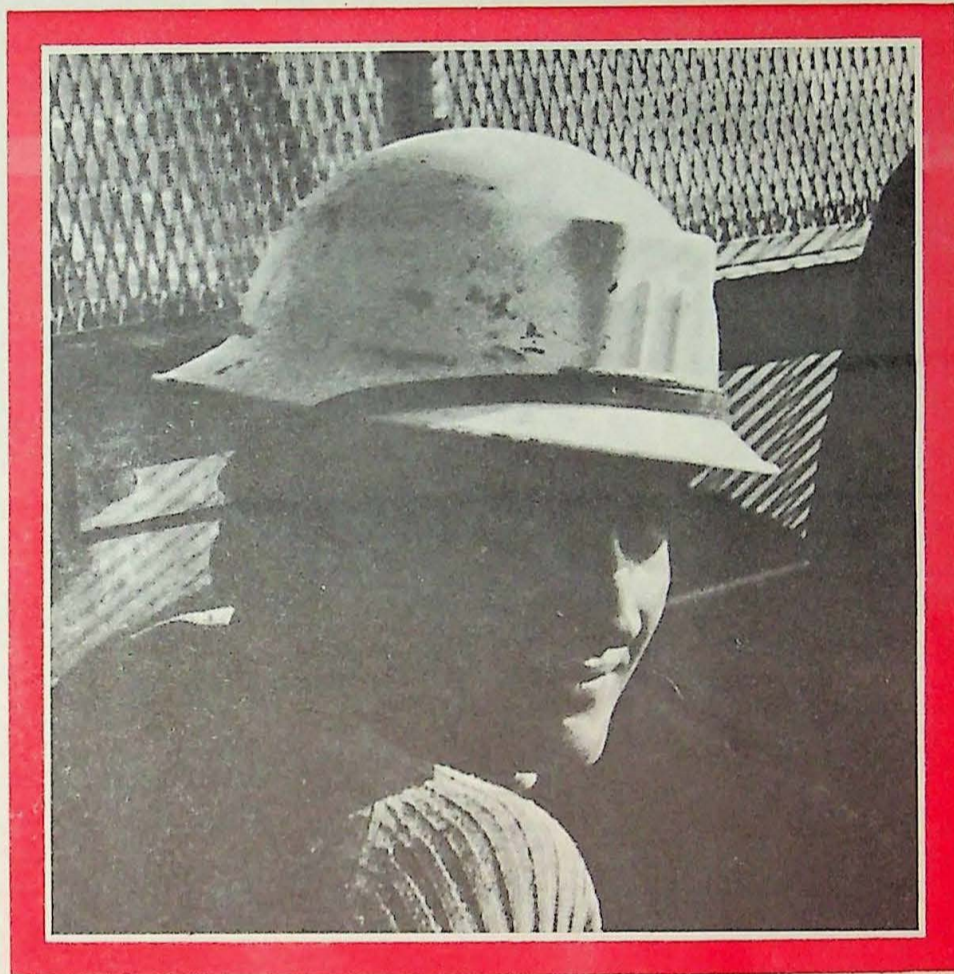
Georges Marchais de son côté, réserve ses traits les plus durs à l'égard des abstentionnistes. En entrant dans le jeu, en renforçant par son vote non le caractère plébiscitaire du référendum-Pompidou, le Parti communiste a pris ses responsabilités. Fort bien, mais il a démontré dans le même temps, qu'il restait indifférent — se situant constamment sur le seul terrain électoral —, aux véritables luttes qui se déroulent dans ce pays, et à plus forte raison à celles qui se déroulent en Europe. Pour lui il s'agit toujours, sur le terrain électoral, d'apparaître comme la première force de gauche ayant aptitude à gouverner. Les luttes ouvrières, paysannes, ou étudiantes, le dérangent apparemment plus dans ses plans, que les manœuvres de Pompidou.

## Le sens d'un ralliement

Mais il convient de s'interroger sur le sens du ralliement de Pompidou à l'Europe patronale.

La construction européenne n'a été jusqu'ici que la réalisation d'une union douanière, qui tendait à restructurer l'économie européenne, en renforçant la concentration des firmes, pour leur permettre de mieux contrôler un marché commun de 250 millions de consommateurs.

Car, quand le gouvernement comme le patronat parlent d'Europe, ils



Pottier

pensent en fait Marché européen. Pendant longtemps d'ailleurs le patronat français, a été hostile au Marché commun, a fortiori à son élargissement, car il ne se sentait pas assez solide. De Gaulle y trouvait un soutien, beaucoup plus ferme qu'on ne l'a dit sur ce plan.

Aujourd'hui il n'en va pas de même. La lutte pour le contrôle du marché européen est devenue l'objet d'une âpre compétition.

Entre les firmes multinationales d'abord, pour qui un pouvoir politique capable d'imposer ses propres décisions, représente une entrave au développement de leur stratégie. Le problème pour une partie du patronat français est de passer alliance avec ces firmes.

Comme le problème pour le gouvernement (celà est dit noir sur blanc, dans le VI<sup>e</sup> Plan) est d'attirer leurs investissements en France pour réussir l'industrialisation.

Dès lors, il fallait rompre avec la politique gaulliste et montrer son bon vouloir, en accélérant le processus d'unification économique.

Cela veut dire en clair, que les concentrations sont favorisées, entraînant la fermeture des entreprises attardées, et créant de nou-

veaux déséquilibres entre zone de production, entre régions.

Mais en fin de compte ce sont les travailleurs qui font les frais de ces concentrations et de la modernisation des entreprises.

## Pour les travailleurs toutes les frontières

Car sous le prétexte de la défense de l'indépendance nationale — n'est-ce pas Georges Marchais ? — on a maintenu strictement les frontières nationales.

Quand il s'agit du libre passage des marchandises, des transferts de capitaux, de voyages touristiques, etc. il n'y a plus de frontières. Mais quand il s'agit de mettre en cause l'ordre capitaliste, il n'est plus question de communauté européenne.

Les immigrés, qu'ils appartiennent ou non au Marché commun, se voient interdire le droit de s'organiser syndicalement. Ainsi on transporte de pays en pays une foule de migrants, sans aucun droit, et toujours sous menace d'expulsion, dont le patronat se sert pour tenter d'imposer des conditions de salaire et de travail aggravées.

Ainsi encore on réorganise la production, en fermant des usines entières dans un pays, pour concentrer l'appareil de production dans d'autres. L'exemple de Control-France à Schirmeck, montré ces jours-ci, comment le patronat procède, et ceci malgré les engagements pris au moment de l'implantation de l'usine, auprès des pouvoirs publics pour obtenir leur aide.

Le résultat de tout cela, c'est une formidable croissance de l'immigration en France, en Allemagne, en Suisse et la surexploitation de tous ces travailleurs.

Il devient donc urgent que l'ensemble du mouvement ouvrier et en premier lieu les organisations révolutionnaires s'organisent au niveau européen, pour opposer au patronat une riposte efficace.

## Le sens de notre abstention

Compte tenu du retard pris il faut saisir l'occasion fournie par cette campagne pour prendre tous les contacts utiles, et organiser l'action à l'échelle européenne.

C'est ce que nous avons commencé à faire les 25 et 26 mars derniers à Bruxelles, dans une réunion qui est évoquée par ailleurs dans ce journal.

L'Europe des travailleurs cela signifie pour nous que tous les travailleurs qui vivent en Europe, quel que soit leur pays d'origine, doivent bénéficier des mêmes droits politiques et syndicaux que ceux qui travaillent dans leur propre pays.

Notre abstention, signifie l'opposition à l'Europe des patrons, celle de Pompidou et notre engagement en faveur de cette Europe des travailleurs qu'ils construiront dans leurs luttes.

Notre décision, est donc le contraire de l'indifférence par rapport à ces problèmes. C'est l'affirmation, au-delà de la péripétie référendaire, de notre solidarité active avec tous les travailleurs européens.

Michel Rocard.